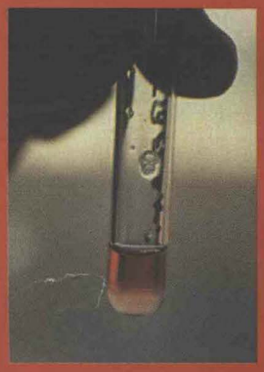
Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

4 février 1994

ASSISES:

Dessine-moi un demain



Bioéthique entre désirs et délires



Recomposition politique en Italie

n° 216
10 F



Fondation Jean Jaurès

STRAT & COM +32-(0)2/675.26.26

"MON EUROPE, celle qui refuse la fatalité du chômage."



"Des millions de personnes en Europe sont aujourd'hui sans emploi. La pauvreté gagne du terrain. La paix sociale en Europe est menacée. Dès maintenant nous devons créer des emplois, répartir plus justement les revenus et assurer le progrès social. Ce n'est qu'ensemble que nous réussirons. Nous voulons concentrer tous nos efforts de manière à réduire substantiellement le chômage. Notre objectif est de réaliser le plus rapidement possible une société dans laquelle chacun aura un emploi ou une activité. Ce n'est que par une stratégie européenne coordonnée que nous pourrons atteindre cet objectif."

Extrait du Manifeste du Parti des socialistes européens.

Pour toute information:
Parlement européen,
Délégation socialiste française,
288 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris

SOCIALISTES *européens*

NOTRE EUROPE, *celle des gens.*

Coll. Fondation Jean-Jaurès



Après le congrès du Parti communiste qui a montré une sensible évolution des textes et une ouverture des comportements, les Assises de la transformation sociale vont rassembler le front des anti-Balladur sur le thème fondamental : "Comment transformer la société ?". Cette "première" fait naître bien des espérances et revivre bien des rêves, que nous exprimons en transposant la supplique du Petit Prince : "S'il te plaît, dessine-moi un demain".

Demain, c'est aussi la science qui le trace par ses avancées qui, quand elles touchent à la personne humaine, soulèvent l'enthousiasme ou la frayeur. Peut-on tout laisser faire ? Le législateur s'est emparé enfin de la question. Le débat avait été entamé l'an dernier sous l'impulsion de Bernard Kouchner. Il s'est poursuivi au Sénat pour qu'entre désirs et délires intervienne la loi.

Demain, c'est encore la gauche italienne qui, après le "big bang" politico-judiciaire, se relève et s'unit pour la première fois pour, sans doute, l'emporter.

Esquisse de ce qui pourrait se passer ailleurs et qui porterait le nom d'espoir.

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174
Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTION
Directeur de la Publication : Jean-Luc Mélenchon
Co-directeur de la Publication : Didier Leconte
Directeur : Sylvie Bezançon (78.82)
Vendredi-Idées : Alain Bergounioux

RÉDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal (77.04)
Politique : Jean-Pierre Bedéi (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
International : Ghislaine Toutain (78.72)
Villes et Régions : Chrystie Lipani (78.55)
Magazine : Françoise Roby (78.55)
Vendredi-Idées : Bernard Chaouat (79.01)

SECRÉTAIRES DE RÉDACTION
Monique Bartholomeus (77.92)
Vanda Gervasio (78.58)

PHOTO : Pascal Lebrun (78.46)

ABONNEMENTS - PETITES ANNONCES
Marie-Lou Le Bras (78.57), Sabine Sebah (78.56)

SECRÉTARIAT :
Odile Fée (78.61)
Binh Vu Trong (78.46)

PUBLICITÉ
Pyramid Conseil : 42 21 40 90
Nathalie Tournier 45 56 78 53, Franck Accart 45 56 79 03
Fax : 45 56 79 40

FABRICATION
Direction artistique : Pascal Lourdiane (Timoléon) - Paris
Maquette : Flavienne Allar (78.92), Sandrine Girard (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)

PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris

IMPRESSION : PPR - Saint-Ouen l'Aumône

ROUTAGE : Inter-routage - Aubervilliers
N° commission paritaire : 10.889
"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2.000

CRÉDIT PHOTO :
Anticoli - Micozzi - Nusca (couv.) ; Florence Durand (couv.) ; P. Giraud / Sygma (p. 4) ; P. Lebrun (pp. 5, p. 8, p. 12, p. 17,) ; D.R. (pp. 5, 29) ; G. Schachmes / Gamma (p. 8) ; Réa (p. 13) ; J.-P. Laffont / Sygma (p. 14) ; R. Routier (p. 16) ; AFP / UPI (p. 19) ; Livio Anticoli (p. 23) ; Anticoli / Micozzi / Nusca (p. 23) ; Bartoli / Réa (p. 24) ; Jacques Sassier / Gallimard (p. 31).

Ce numéro a été tiré à 154.000 exemplaires

EDITO

Retrouvailles

Demain va s'ouvrir la première réunion des Assises de la transformation sociale. Nous les avons souhaitées. Nous ne les avons pas convoquées. Nous irons l'esprit ouvert. Nous n'irons pas la corde au cou. Nous attendons que s'y retrouvent tous ceux qui ont conservé l'ambition du changement. Nous n'attendons pas que tous s'engagent sur des positions communes.

Ce sont des partenaires égaux en droits et en devoirs qui, à partir de demain, vont dialoguer ensemble. Notre Parti sera la formation la plus importante. Cela lui crée des obligations, des responsabilités, mais ne lui donne aucun titre à s'essayer à quelque hégémonie que ce soit. Sans doute serons-nous critiqués pour notre action passée. Mais nous n'avons pas attendu pour faire cette critique nous-mêmes. Et elle nous permet de défendre sans rougir ce que d'autres attaquent, parfois un peu trop commodément.

Il reste que l'essentiel sera dans notre capacité commune à envisager l'avenir. Nous ne pouvons laisser la droite s'en charger. Alors, à ces Assises, nous pourrons avoir des visions différentes. Mais à ces Assises, demain, comme à nos Etats généraux, hier, c'est de la discussion que jaillira la lumière. Et les Français ont un besoin vital de cette lumière qui, dans le respect de l'identité de chacun, éclairera tout ce que ce pays compte de réformateurs vrais.

M. Rocard

Cette semaine

4 BRUITS ET CHUCHOTEMENTS

6 DOSSIER
- *Bioéthique, entre désirs et délires*

10 POLITIQUE INTERIEURE
- *Assises : la société en débat*
- *Congrès du PC : une ouverture timide*
- *Chiffres de la délinquance : tripatouillage à la Pasqua*

14 SOCIAL
- *Contre l'esclavage des temps modernes*
- *Le bric-à-brac de Balladur*

16 VILLES ET REGIONS
- *Logement, priorité n° 1*

17 VENDREDI IDEES
- *Assises : éclairer la route*

22 POLITIQUE INTERNATIONALE
- *Recomposition politique en Italie*
- *Crise économique en Espagne*
- *Europe : le Livre blanc en marche*

28 MAGAZINE

30 COURRIER

31 INVITÉ
- *Daniel Boulanger*

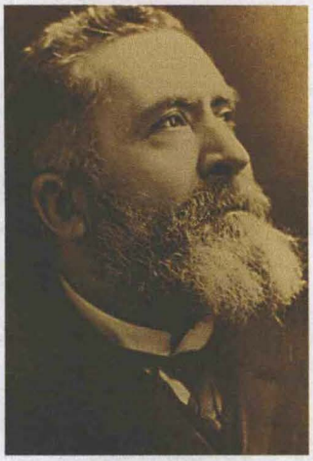


Contre l'esclavage des temps modernes (p. 14)



Chiffres de la délinquance (p. 10)

On n'oublie pas Jaurès



Dans le recueil des célébrations nationales de l'année, édité par le ministère de la Culture et de la Francophonie, qui vient de paraître, on relève les noms de personnalités comme Condorcet, Voltaire, Marc Bloch, etc. Mais on peut remarquer une absence étonnante, celle de Jean Jaurès. Et pourtant : 1904, création de l'Humanité ; 31 juillet 1914, assassinat de Jaurès rue du Croissant ; 1924, transfert de ses cendres au Panthéon. Que faut-il de plus ?

A Carmaux, dans le Tarn, sa circonscription, dont l'élu est Paul Quilès, on n'a pas la mémoire si courte et l'on tient à rendre hommage à cette immense figure de la gauche. Début août, un grand spectacle populaire aura lieu, avec la participation de la population, pour faire retentir la voix de Jaurès sur les lieux mêmes de ses combats. Nous y reviendrons.

Claude Estier

31 Janvier

Week-end marqué par des changements d'hommes. A Paris, Robert Hue succède à Georges Marchais à la tête du Parti communiste. A Alger, le général Liamine Zéroual accède à la présidence de l'Algérie. Aucun rapport entre les deux événements sauf, peut-être, que dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de désignations dont on ne peut pas dire qu'elles soient des parangons de démocratie.

Georges Marchais ne s'efface pas tout à fait. Mais c'est quand même la fin d'un règne de 22 ans, au bilan globalement négatif puisqu'il a conduit le PCF de plus de 20% à moins de 10% des suffrages. Sans doute la responsabilité de ce déclin historique n'incombe-t-elle pas seulement au secrétaire général sortant qui, à plusieurs moments, a senti la nécessité d'une évolution de son parti. J'ai déjà dit ma conviction qu'il avait soutenu sincèrement la candidature de François Mitterrand en 1974. Il avait aussi fait quelques pas vers l'eurocommunisme prôné par Enrico Berlinguer. Mais chaque fois, chef d'un appareil figé, il était revenu en arrière, comme ce fut encore le cas avec le départ forcé des ministres communistes en 1984. On retiendra de lui que ses qualités de stratège n'étaient pas à la hauteur de ses capacités médiatiques. Il laisse à son successeur un parti affaibli mais on peut imaginer que ce changement d'hommes en entraînera d'autres.

Pour le général Zéroual, il s'agit d'une tout autre partie. Sa nomination officialise un état de fait, à savoir que l'armée est, en Algérie, le seul vrai rempart contre l'intégrisme islamique. L'homme est connu pour son intégrité et sa fermeté. Deux qualités dont il aura le plus grand besoin pour tirer son pays de l'impasse dans laquelle l'ont conduit trente années de pouvoir sans partage du FLN. Il s'agit peut-être de la dernière tentative avant le chaos total. L'intérêt des Algériens, comme le nôtre, est qu'elle réussisse.

Un mot pour saluer les résultats de Michel Fromet, Daniel Vaillant et François Massot, que la presse présente comme la "remontée" du Parti socialiste. Aux trois, tous mes vœux de succès.



La triple panne de Michaux-Chevry

Lucette Michaux-Chevry, ministre du gouvernement Balladur et présidente du conseil régional de Guadeloupe, vient de subir trois revers consécutifs. Le déficit de la région s'est aggravé depuis 1992. Le tribunal administratif a annulé la décision que la dame de fer de la Guadeloupe avait prise de renvoyer le directeur des services financiers de la région, dont la seule faute avait été de transmettre à la chambre régionale des comptes -comme la loi lui en faisait obligation- les documents comptables de l'assemblée régionale.

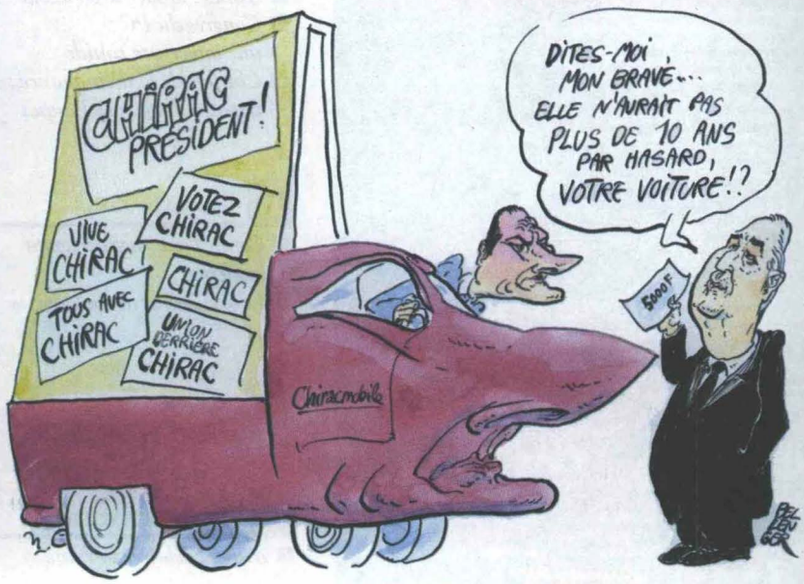
Enfin, le ministère du Budget a démenti toute initiative de gel des dettes fiscales et sociales que Lucette Michaux-Chevry avait annoncé comme une grande victoire aux chefs d'entreprises locales...

Veil toujours groupie de Balladur

Edouard Balladur était à peine descendu de la tribune de l'Assemblée nationale où il venait de prononcer son discours sur le GATT, que Simone Veil lui a demandé de lui dédicacer ce texte mémorable. Décidément, le ministre des Affaires sociales a de drôles de goûts !

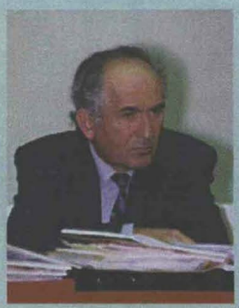
Quand on a la foi

Refusant de recevoir les associations de lycéens au ministère de l'Education nationale, la semaine dernière, un des conseillers leur glisse : "Vous n'avez qu'à appeler Dieu. Avec Dieu, vous obtenez toujours tout." Quand on est croyant, il est vrai que tout peut toujours s'arranger...



En revenant du Congrès

• Biographies sélectives



Au congrès du PC, Alain Bocquet a rendu un hommage appuyé à Henri Krasucki et Roland Leroy, qui ont quitté le bureau politique, ainsi qu'à Georges Marchais, secrétaire général sortant. Retraçant l'intégralité de l'itinéraire politique des deux premiers, il n'a commencé celui du troisième qu'à partir de 1970... Quant au refondateur Charles Fiterman, personne n'a daigné saluer son action au service du Parti. Comme s'il n'avait jamais existé...

• Trois minutes quarante-cinq de bonheur

Pendant trois minutes quarante-cinq le congrès du PC a ovationné un Georges Marchais ému. Mais lorsque cet hommage s'est enfin terminé, il y avait belle lurette que les deux contestataires Guy Hermier et Philippe Herzog avaient fini d'applaudir.

• Bulletin nul

Patrick Braouzec, député-maire de Saint-Denis, l'avouait volontiers : son bulletin de vote pour l'élection du nouveau comité national du PCF était nul. Le refondateur avait glissé dans l'urne le texte de la dernière déclaration de Charles Fiterman.

• A Hue et à dia

Robert Hue, le nouveau patron du PC, l'affirme : même Guy Hermier lui aurait souhaité "un plein succès", tout comme "mon ami Philippe Herzog". Pourtant, devant les journalistes, Hermier qualifiait ce congrès de "triste spectacle". Le PC tiré à Hue et à dia...

• Lapsus révélateurs

Robert Hue a commis deux lapsus intéressants après son élection à la tête du PC. Devant les congressistes, il a déclaré : "Je ne suis pas sous tutelle de personne." Quelques minutes plus tard, face à la presse, il lâchait : "Je ne suis pas en désaccord avec Charles Fiterman..." Ah qu'il est difficile de se situer au PC aujourd'hui !

Amies de 30 ans



Scène vécue dans un bureau de vote du 18e arrondissement, dimanche dernier. Madame Pierre-Bloch, candidate contre Daniel Vaillant, venue saluer l'assesseur Front National, lui a transmis les amitiés de Madame Le Pen qu'elle "connaît depuis trente ans". Daniel Vaillant, lui, préfère continuer sa campagne de terrain.

La droite irresponsable

Plus de 52 millions de personnes en situation de pauvreté dans l'Union européenne, 17 millions de chômeurs dont la moitié depuis plus d'un an, 3 millions de sans-abri. Or la majorité RPR-UDF de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes s'oppose au nouveau programme européen de lutte contre l'exclusion. Sans doute ne trouve-t-elle pas la situation suffisamment grave ! Les députés socialistes se sont élevés contre "ce comportement irresponsable de la droite".

La loi, rien que la loi

Deux jeunes toxicomanes venaient acheter une seringue dans une pharmacie, comme la loi les y autorise. Qu'a fait le pharmacien ? Il les a enfermés dans le magasin et appelé la police qui les a interpellés ! Avec des professionnels capables d'un tel comportement, et certains policiers souvent peu respectueux des droits des gens, l'épidémie de sida a encore de beaux jours devant elle ! Franck Sérusclat, sénateur (PS) a adressé une question écrite à M. Douste-Blazy et saisi le Conseil de l'Ordre des pharmaciens.

A vos agendas

Février

■ Samedi 5

- *Michel Rocard à Lille. Convention fédérale emploi.*
- *Manifestation nationale à Paris "Contre les lois Pasqua, contre l'exclusion". 15 h. De la place de la Bastille à la gare de l'Est. Point de rendez-vous PS : 14 h 30, angle boulevards Bourdon et Henri IV.*
- *Réunion des secrétaires et délégués fédéraux à la culture, 10 h à 18 h, 10 rue de Solferino, Paris.*
- *Conférence "Y a-t-il et y aura-t-il une dynamique sociale en Europe ?" organisée par les MJS, avec Jean-Pierre Cot. 18 h 30, Axotel, Lyon.*

■ Samedi 5, 17 h 30 et dimanche 6, 9 h

- *Première réunion des Assises de la transformation sociale "Pourquoi transformer la société". Maison de la chimie, Paris.*

■ Dimanche 6

- *Législatives partielles (2e tour)*
- *Sénatoriale partielle, Seine-Maritime (1er tour).*

■ Samedi 12

- *Réunion des secrétaires fédéraux et des délégués aux Droits de l'homme et libertés, 10 rue de Solferino, Paris.*

■ Mardi 15

- *Débat avec Arnaud Marty-Lavauzelle, président de l'Association de lutte contre le sida, Aides, 10 rue de Solferino, 20 h.*

■ Samedi 19

- *Conventions fédérales pour l'emploi.*

■ Samedi 26 et dimanche 27

- *Convention nationale pour l'emploi, Cergy-Pontoise.*

Mars

■ Vendredi 18 au dimanche 20

- *23e congrès du PSOE à Madrid.*

■ Samedi 19

- *Colloque national sur la laïcité organisé par la FCPE, Paris.*

■ Dimanche 20

- *Elections cantonales (1er tour).*

■ Dimanche 27

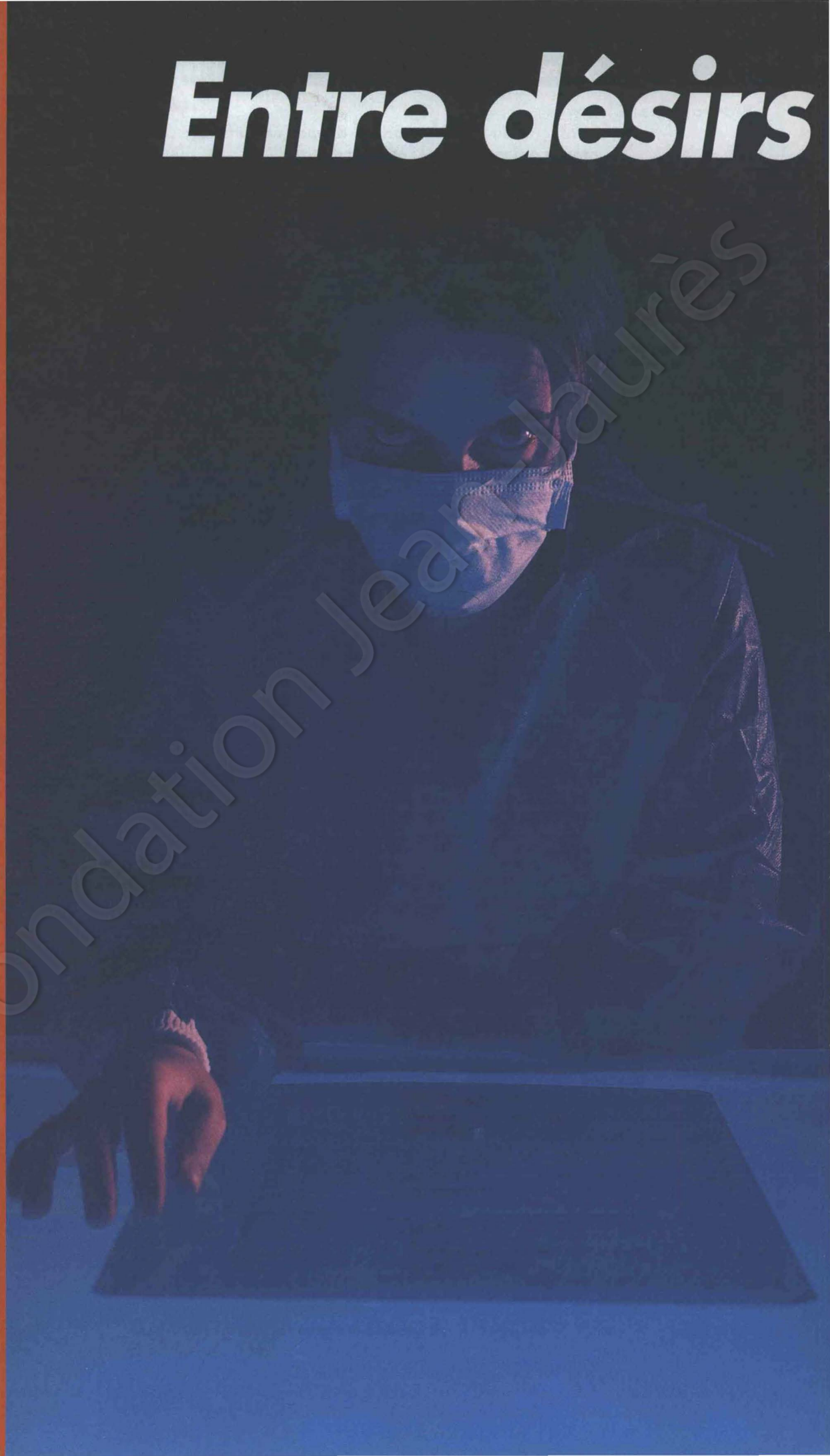
- *Elections cantonales (2e tour).*

Solidaires Jean-Pierre

DOSSIER

Entre désirs

L'utilisation des progrès de la science fait peur. Une femme noire accouche d'un enfant blanc, des mères portent l'enfant de leur fille, les procréations médicalement assistées sont en train de bouleverser modes de filiation et repères générationnels. La science doit-elle réaliser tous les possibles, les biologistes satisfaire tous les désirs ? Lors des débats sur la bioéthique, l'an dernier à l'Assemblée, la semaine dernière au Sénat, les parlementaires ont réaffirmé qu'il n'y a pas de société sans loi. Reste à fixer les frontières entre possible et souhaitable.



Fondation Jean Jaurès

et délires, la loi

Entre l'impérieuse nécessité de repères pour toute société et l'indispensable souplesse face aux souffrances individuelles, Franck Sérusclat plaide pour le respect de l'homme.*

Au Sénat, les socialistes n'ont pas voté la loi sur la bioéthique. Pourquoi ?

Franck Sérusclat : La question essentielle est de savoir de quoi l'on parle : du moment où commence la vie. La loi s'inscrit dans une conception chrétienne du monde, refuse de raisonner à partir des données scientifiquement connues. Tout le monde sait aujourd'hui qu'après la pénétration des spermatozoïdes dans l'ovule commence une étape biologique pleine d'aléas, c'est le stade du zygote. Il ne faut pas la charger des connotations émotionnelles liées au mot embryon. Dans 75% des cas, le zygote est rejeté naturellement au bout de deux ou trois jours, au 7e jour si la femme porte un stérilet (ndlr. le stérilet empêche la nidation de l'œuf). C'est une potentialité de développement ultérieur, pas une personne humaine. Dire, comme le fait la droite : "c'est un embryon", "l'âme est déjà descendue dans le corps", mène à l'interdiction de toute recherche. Cette loi enferme le citoyen dans le dogme. C'est le contraire d'une loi civile.

Mères ménopausées, vierges, femmes seules, dons d'ovules, quel regard porte le législateur sur les procréations médicalement assistées (PMA) ?

Pour les femmes ménopausées, plusieurs éléments doivent être pris en considération. D'abord le risque pour leur santé. Après 50 ans, une fragilité vasculaire s'installe. Pour avoir voulu un enfant, une quinquagénaire est grabataire depuis plusieurs années. Ensuite, ces grossesses sont obtenues à partir de dons de gamètes. Même si elle porte pour elle, la femme est, de fait, une mère porteuse. Doit-on en accepter le principe ?

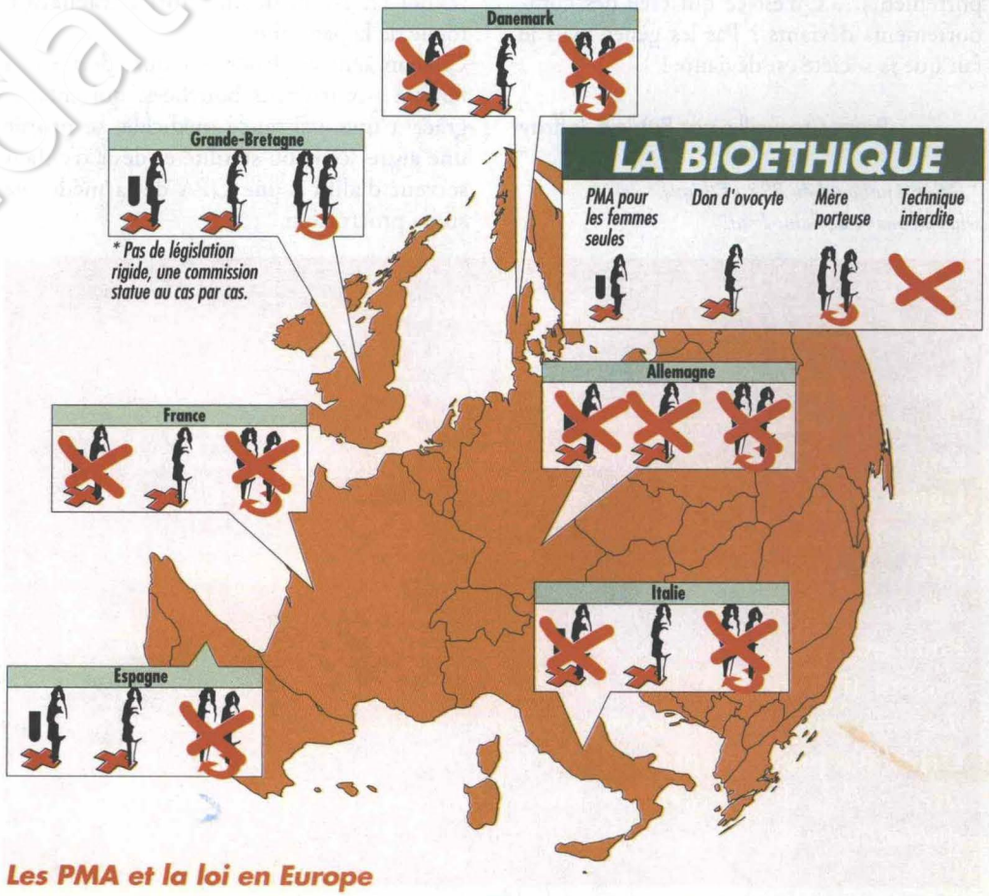
D'autres arguments jouent en sens inverse : l'indéniable épanouissement physique et psychique des individus entre 50 et 70 ans, lié à l'allongement de la durée de vie. Quand l'âge moyen de la mort était 45 ans, à 30 ans on était vieux. Il est reculé à 85 et on envisage de pouvoir vivre jusqu'à 135 ans. Aujourd'hui, à 70 ans, on est en forme.

La différence d'âge entre parents et enfants m'inquiète moins que la perte de repères générationnels. Le cas de la grand-mère portant l'enfant de sa fille me semble plus grave que celui de la mère âgée. De même, me trouble le fait de générer, avec des embryons congelés, des jumeaux à dix ans d'écart. Pour toutes ces raisons, je me refuse à interdire. En revanche, l'argument selon lequel les femmes âgées ont le droit de procréer puisque les hommes le font, relève d'une conception égalitariste, folle et irréaliste. Heureusement, l'homme et la femme, qui ont les mêmes droits, sont différents.

La loi réserve l'assistance médicale aux couples. Trouvez-vous légitime qu'on interdise à des femmes homosexuelles, ou seules, d'avoir un enfant ?

Partons d'une notion simple. L'hétérosexualité est une nécessité pour la procréation. Que des gens refusent absolument la rencontre avec l'autre alors qu'ils ont un projet de procréation, m'inquiète. Si on accepte la PMA pour un couple de femmes, au nom de quoi refusera-t-on une mère porteuse à un couple d'hommes homosexuels qui voudraient un enfant ? La question se pose dans les mêmes termes pour une femme ou un homme seul. Cela n'a rien à voir avec les familles monoparentales qui sont le fruit d'une histoire. Peut-être ai-je tort de penser que la famille doit avoir une certaine solidarité, sinon solidité. Une société a besoin de repères. Que deviendra l'enfant, né de rencontres de hasard, qui ne saura pas qui sont ses père et mère ?

Quant aux femmes seules recourant à la PMA pour stérilité, j'aurais souhaité une attitude pragmatique à l'anglaise. Les Anglais répondent cas par cas. Il faut être assez imaginatif et tolérant pour moduler les réponses en fonction des situations. ▶



Les PMA et la loi en Europe

Sur le dépistage préimplantatoire (DPI), quelle est votre attitude ?
Le DPI pose un problème majeur. Il permet de déceler par la lecture du génome, les handicaps, les risques de dysfonctionnement métabolique, donc de maladies graves, comme la mucoviscidose ou la myopathie de Duchenne. Pour l'autoriser, il faudrait établir une liste des handicaps qui justifient la sélection. Qui en aura l'audace ? Au nom de quoi ? Nous ne savons pas non plus s'il faut accepter l'intervention sur un gène pour éradiquer un handicap. Face à ces incertitudes, un moratoire est indispensable. M. Douste-Blazy a préféré l'interdiction. Je m'y suis rallié.

On saura bientôt déceler non seulement si l'embryon est porteur d'une maladie grave mais aussi s'il va être grand ou petit, s'il aura les yeux bleus ou marron... La sélection des sexes existe déjà. Craignez-vous, comme Jacques Testart, une dérive eugénique ?
Je partage totalement son inquiétude. Cela dit, beaucoup de caractères sont portés par plusieurs gènes. Il est moins certain que vous le dites qu'on arrive à tout localiser. Surtout, de nombreuses caractéristiques demeureront inaccessibles à la génétique. L'inné est très faible chez l'individu et l'acquis est énorme : l'intelligence, les comportements... Qu'est-ce qui crée des comportements déviants ? Pas les gènes mais le fait que la société est déviante !

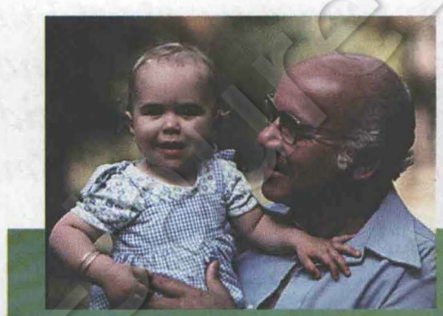
Propos recueillis par Patricia Jaffray

** Délégué national du PS à l'Ethique, sénateur-maire de Saint-Fons.*

BIOLOGISTES : OPA SUR LA PROCRÉA

Le choix de l'indi

Pour la psychanalyste Monette Vacquin*, les nouvelles méthodes de procréation ne relèvent pas toujours de la science mais parfois du délire. Réflexions.





Fécondation in-vitro

"En moins de dix ans, la fécondation in vitro a mis en œuvre tous les fantasmes délirants visant à dénier notre ancrage dans le sexuel : "mes parents ne sont pas mes parents" -puisqu'un enfant peut naître de cellules sexuelles étrangères à la femme qui le porte-, "ma mère est vierge" -insémination artificielle, césarienne de convenance, une femme peut être mère et indemne de sexualité-, "je ne suis pas né d'un rapport sexuel"... Avec, de surcroît, l'évacuation totale de la paternité !
Chacun sent confusément que, derrière la femme aux trompes bouchées, qui enfante grâce à une assistance médicale, se profile une autre scène où stérilité et désir d'enfant servent d'alibi à une OPA de la médecine sur la procréation.

Au législateur de nous protéger. Mais on ne peut légiférer sans comprendre. On confond les raisons profondes et les justifications : par exemple traiter les stérilités tubaires, donner ses gamètes par générosité pour autrui... Un médecin anglais s'apprête à faire naître des enfants à partir de fœtus avortés. Si l'on n'identifie pas le délire là, où l'identifiera-t-on ?
La gauche a une responsabilité particulière en raison de son histoire. Ce sont des hommes et des femmes de gauche qui ont souvent tenu les discours les plus transgressifs, les plus aveugles. Soucieux de ne pas être assujettis aux lois naturelles, ils n'ont pas perçu le caractère archaïque des forces en œuvre dans les nouvelles procréations qui brouillent les repères de filiation sur lesquels se fonde la culture. Dans le désastre moral de cette fin de siècle, sur fond d'exclusion, de surpopulation mondiale, de misère, promouvoir la grossesse de femmes ménopausées serait un étrange combat pour la gauche.
L'humanité est en train de désexualiser son origine. Les différences de sexes et de générations, où se cristallisent toutes les diffé-

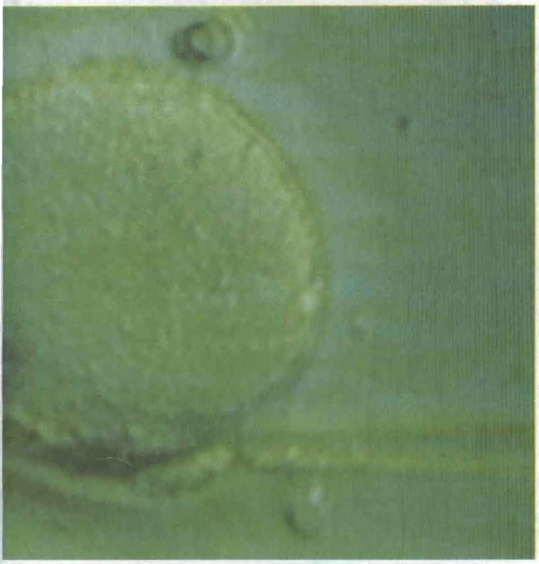
Petit lexique

Zygote : *cellule issue de la fécondation du gamète femelle par le gamète mâle, jusqu'à la nidation dans l'utérus, au 6e jour.*
Ovocyte : *gamète femelle non encore parvenu à maturité, le stade ovule.*
Gamète : *cellule reproductrice, ovule pour la femme, spermatozoïde pour l'homme.*
PMA ou AMP : *procréations médicalement assistées ou assistance médicale à la procréation.*
Embryon : *deux premiers mois de la vie. Ensuite, l'embryon devient un fœtus.*
Fécondation in vitro (FIV) : *mise en contact de l'ovule et des spermatozoïdes dans une éprouvette. L'embryon obtenu est ensuite réimplanté dans l'utérus.*
Dépistage pré-implantatoire (DPI) : *recherche d'éventuelles anomalies par lecture de la carte génétique sur les embryons fécondés in vitro avant leur implantation dans l'utérus.*

TION

gnation

Grand-père et petite fille, la culture se fonde sur des repères de filiation et de génération clairs. Les PMA risquent de les brouiller.



par micro injection

rences, sont totalement bouleversées. La technoscience réalise les mythes qui appartiennent au réservoir fantasmatique de l'humanité. Celui d'Isis et Osiris pour Corinne P., ensemencée avec le sperme de son mari mort, celui d'Œdipe pour un enfant faisant engendrer sa descendance par sa propre mère, ou cette femme américaine assurant la grossesse de l'enfant de sa fille, et jusqu'à Frankenstein avec les manipulations génétiques. L'enjeu dépasse de loin le simple contournement des stérilités. Le philosophe Jean Baudrillard l'a bien montré : on est passé en vingt ans d'un maximum de sexualité avec un minimum de reproduction, à un maximum de reproduction avec un minimum de sexualité.

Naître hors de la sexualité

La naissance de Louise Brown, premier bébé né hors d'un acte sexuel, a introduit une rupture majeure dans l'identification humaine. Puis, l'organisation du don d'ovule constitue un seuil important. Elle démontre que la médecine ne se contente pas de pallier la stérilité mais qu'elle expérimente des modes nouveaux de filiation. Le don d'ovocyte diffère du don de sperme. Au nom de l'égalitarisme, on oublie les choses essentielles. La maternité n'est pas la paternité. De tout temps les femmes ont eu des enfants de liaisons passagères. La médecine n'est pas faite pour nous sortir de la condition humaine. S'il est difficile de revenir sur le don de sperme, il était facile d'interdire le don d'ovocyte. Or nos législateurs ne l'ont pas fait.

Certes, toute la culture s'est constituée sur la transgression des lois naturelles et rien n'est plus fort, plus impossible à réfuter que le désir de maternité. Mais le rôle de la médecine est-il de répondre à des demandes de convenance ? Une société peut-elle tout donner ? On ne fait pas de loi avec du désir.

La provocation, la transgression ne se réfutent pas par la raison. Je fais le choix conscient et malheureux de l'indignation. Notre société est en urgence de limites, pas de modes nouveaux de transgression. Certaines lois naturelles tombent plutôt bien : la ménopause en est une, elle inscrit la temporalité, la "finitude". Pourquoi la transgresser ?

Le législateur, le licite et l'interdit

L'offre médicale a créé la demande, pas l'inverse. L'humanité a-t-elle quelque chose à gagner à implanter des embryons étrangers, qui ne sont les enfants génétiques ni de la femme qui les porte, ni de son compagnon ? Je regrette également que les parlementaires n'aient pas saisi l'opportunité de décider la destruction des embryons surnuméraires. C'est au législateur qu'il appartient de dire le licite et l'illicite. Que peuvent être des lois qui vont rendre légale l'instrumentalisation des corps ? Toutes les civilisations humaines reposent sur cet interdit de l'instrumentalisation. Les nouvelles pratiques de procréation sont porteuses de menaces de destruction d'identité et de repères. Les hommes politiques, qui ne le mesurent pas suffisamment, nous préparent l'arrivée d'intégrismes vendant de l'identité sur fond de haine de l'autre, et d'exclusion."

Propos recueillis par P. J.

**auteur de "Frankenstein ou les délires de la raison", Ed. François Bourin, Monette Vacquin a dirigé le numéro spécial d'Autrement sur "La responsabilité".*

Chronique de 15 ans de PMA

1978 : *naissance de Louise Brown en Angleterre, premier bébé dans l'histoire de l'humanité conçu hors du corps et d'un rapport sexuel.*

1982 : *naissance d'Amandine, premier bébé éprouvette français, à la suite des travaux de René Frydman et Jacques Testart.*

1983 : *première fécondation in vitro par don d'ovocyte en Australie.*

1984 : *naissance de Zoé, en Australie, premier bébé issu d'un embryon congelé. En France, Corinne P. est inséminée avec le sperme congelé de son mari défunt.*

1985 : *naissance, en Australie, des premiers jumeaux issus de la même fécondation, mais nés à seize mois d'intervalle.*
En France, une femme se fait inséminer par le sperme de son beau-frère pour donner un bébé à sa sœur stérile.

1986 : *naissance, aux Etats-Unis, d'un petit garçon au sexe choisi par tri des chromosomes.*

1987 : *En Afrique du Sud, une mère porte les enfants génétiques de sa fille et de son gendre, des triplés.*

1988 : *première naissance en France d'enfants issus d'embryons congelés.*

1993 : *En Italie, les grossesses de femmes ménopausées se multiplient. L'une est âgée de 62 ans.*
En décembre, une mère noire accouche d'un enfant blanc après avoir reçu l'ovule d'une femme blanche.
En Grande-Bretagne, un chercheur demande l'autorisation d'utiliser pour des FIV des ovocytes prélevés sur des embryons avortés.

Contribution Extérieure

Samedi et dimanche se tiendra, à Paris, la première réunion des Assises de la transformation sociale. Elle aura pour thème : "Pourquoi transformer la société ?". A l'initiative du PS, elle réunira des membres des partis politiques, des syndicats et du mouvement associatif qui ne se reconnaissent pas dans l'action d'Edouard Balladur. Correspondant à la phase des Etats généraux du PS, elle dressera un bilan critique de la gauche au pouvoir. Mais elle devrait aussi permettre d'esquisser des propositions pour l'avenir, de dessiner demain.



ASSISES DE LA TRANSFORMATION SOCIA

La société en

Avec Lionel Jospin, Jean-Christophe Cambadélis a été l'un des artisans de l'organisation des Assises de la transformation sociale voulues par Michel Rocard. Il nous explique l'objectif et le sens de cette initiative.

Moins d'un an après la déroute électorale de la gauche, la tenue des Assises de la transformation sociale prouve-t-elle que le PS a réussi son pari de réunir l'ensemble des forces de progrès ?

Jean-Christophe Cambadélis : Le pari de réunir tout le monde est réussi. Celui de l'acceptation, par les participants, du jeu de la libre confrontation, reste à relever. Nous sommes au moment intermédiaire où la gauche et les écologistes acceptent de discuter dans un lieu de débat pour penser un nouveau cycle politique afin de transformer la société. Mais c'est dans un an que nous verrons si cette confrontation a porté ses fruits.

Fondation Jaurès



LE

débat

Que peut-on attendre de la première réunion ?

En politique, il n'y a pas d'amnistie mais on ne peut en rester à l'autoflagellation. La première réunion revêtira un aspect de catharsis démocratique. On ne comprendrait pas que la gauche n'exerce pas son droit à l'inventaire dans le bilan des socialistes, du mouvement communiste ou de l'émergence de l'écologie.

Mais en même temps, les sept cents personnalités qui participeront à cette première réunion ont des responsabilités vis-à-vis de ceux qui souffrent de la politique actuelle de la droite, pour trouver ensemble des solutions aux problèmes qui assaillent les Français.

En quelques mois, les Verts et le PC viennent de se doter d'une nouvelle direction. Ces changements vont-ils dans le sens d'un rassemblement des forces de gauche ou de progrès ?

Ces changements démontrent que la gauche des années 70 est en train de se renouveler et de se recomposer sur de nouveaux axes, en particulier contre la ségrégation sociale et les nationalismes. Chez les Verts, nous constatons un recentrage sur l'écologie politique et une critique plus radicale du libéralisme. Cette démarche conduit les responsables écologistes à s'inscrire dans l'opposition à Balladur et à Chirac. Au PC, j'ai été très sensible au rapport introductif de Robert Hue. Il souligne qu'il faut favoriser l'expression des convergences. Voilà des déclarations d'intention qui fondent notre espoir d'inventer une méthode pour transformer la société.

Parmi les premiers signataires de l'appel pour les Assises, il y a des absents de marque comme Antoine Waechter, Brice Lalonde, ou Nicole Notat. Pourquoi ?

La démarche élaborée avec l'ensemble des signataires est extrêmement ouverte. On peut ne pas être signataire et participer à une séance. Antoine Waechter nous a envoyé une lettre dans ce sens. Bernard Kouchner et Brice Lalonde n'ont pas écarté cette possibilité. Quant à Jean-Pierre Soisson, il sera présent, comme Lionel Stoléru, sur le thème de l'emploi. De même, on ne comprendrait pas bien que des personnalités du mouvement syndical soient absentes du premier grand rendez-vous thématique sur l'emploi, à Rennes, le 3 avril.

Le PS a-t-il réussi à renouer avec le milieu associatif à travers ces Assises ?

Plus de trois cents responsables du mouvement associatif seront présents. Un grand nombre d'entre eux s'exprimeront lors de la première séance. C'est un joli succès quand on le mesure à l'aune de la rupture entre les partis politiques de gauche et les associations, dans la dernière période. Il existe une préoccupation de proximité très forte chez les responsables du mouvement associatif dont la gauche a besoin pour construire une nouvelle citoyenneté. Et la proposition de tenir partout des assises départementales, selon la même méthode que celle utilisée pour les assises nationales, concrétisera cette dynamique.

Les Assises se concluront-elles par un document final, une plateforme ou un accord ?

Le temps des programmes octroyés, des accords organiques de sommets est révolu. A titre personnel, je crois beaucoup plus à des contrats ponctuels sur des objectifs clairs. Mais nous n'en sommes pas là. Le but des assises n'est pas d'élaborer un programme commun, mais de dresser un état des lieux et de retisser un lien, de créer une dynamique nécessaire pour qu'un projet de transformation réelle de la société puisse être porté et voir le jour dans notre pays qui en a bien besoin.

Propos recueillis
par Jean-Pierre Bedeï

Les 300 jours de Balladur

Comment transformer la société ? Balladur s'y emploie, à sa façon. Après dix mois, on peut privilégier la critique des lois sociales les plus régressives et des textes en direction des immigrés les moins progressistes de notre histoire. On peut aussi relever l'empreinte de la droite réactionnaire et financière sur les nominations et les cadeaux consentis à certains. On ne manquera pas de dénoncer l'initiative contre l'école publique, énorme erreur politique.

Resteront aussi les incohérences internes de l'action d'un homme qui se pique de logique, de réflexion et d'esprit de consensus. Le cinquième plan de soutien présenté cette semaine, après une préparation médiatique propre à effacer les progrès de la gauche aux législatives partielles, ne tranche pas sur les précédents. Après avoir soutenu l'offre, on privilégie la demande par des mesures surprenantes. Mais on continue de s'enfoncer dans les contradictions. Car on lance aussi la privatisation la plus vaste jamais réalisée, celle d'Elf, et on incite, par des avantages appréciables, les Français à y souscrire. Faudrait-il donc vendre son tacot aux ferrailleurs et investir dans l'essence ? Dérisoire. Car la crise gagne et le chômage continue de frapper. N'est-ce pas là désespérer la société ?

L.C.-S.

Fonds Jean Jaurès

28e CONGRES DU PC

Une ouverture timide

Novations mais aussi résistance au changement ont marqué le 28e congrès du PC. Robert Hue, le nouveau secrétaire national, affiche une volonté de dialogue avec les forces de gauche.



Robert Hue et André Lajoinie.

"Ceux qui font mine de penser que rien ne se passe au Parti communiste vont être déçus." En concluant le congrès du PC, Robert Hue, le successeur de Georges Marchais, a voulu faire passer un nouveau souffle. Déclaration d'intention traditionnelle de la part de tout nouveau leader de parti, ou bien réelle volonté de changement ? Robert Hue aura-t-il les moyens de sortir le PC de l'ornière ? Telles sont les questions de fond qui subsistent.

Si les cinq jours de conclave communiste ont manifesté quelques signes d'ouverture, il serait exagéré d'en déduire que le PC est entré dans l'ère des ruptures.

Au chapitre des évolutions positives, le renouvellement du secrétaire général. Symbole du déclin du PC, Georges Marchais a cédé la place à Robert Hue qui, avant le congrès, était loin de faire figure de favori parmi les prétendants. En choisissant cet infirmier de 47 ans, maire de Montigny-lès-Cormeilles, président de l'Association des élus communistes et républicains, inconnu du grand public, le PC donne une image de renouvellement plus crédible que s'il avait promu André Lajoinie ou même des apparatchiks comme Francis Wurtz ou Alain Bocquet.

Autre évolution sensible, la recherche de dialogue avec les autres forces de gauche proclamée par Robert Hue : "Les communistes tendent la main aux socialistes, aux écologistes, à tous ceux qui se tiennent aujourd'hui à l'écart de la politique..." Dans cet esprit, le PC participera aux Assises de la transformation sociale. "Chaque fois que l'occasion se présentera, nous nous rendrons à ces débats, explique Robert Hue. Nous ne supportons pas la droite au pouvoir. Nous souhaitons qu'une nouvelle construction politique voie le jour à gauche."

Enfin, le Manifeste adopté par le congrès sort de l'ouvriérisme qui a enfermé les communistes dans une culture de classe réductrice, pour prôner un rassemblement de l'ensemble des salariés.

Encourageantes, ces novations ne doivent pas masquer les résistances au changement. A l'image de la fédération du Pas-de-Calais, un courant orthodoxe s'accroche au centralisme démocratique dans la plus pure tradition stalinienne. Théoriquement, ce dogme devait être aboli lors du congrès, mais le droit de tendance n'est toujours pas reconnu. En outre, après le départ de Charles Fiterman, la représentation des contestataires au bureau national est réduite à Philippe Herzog et Guy Hermier. Enfin, Georges Marchais a réservé la surprise du chef en se maintenant dans cette instance. Il y a même renforcé son poids avec l'entrée de trois de ses partisans, Jean-François Gau, son secrétaire personnel, Sylviane Ainardi et Marie-George Buffet.

Pas question pour l'ancien secrétaire général de voir mis en cause son bilan. Quoi qu'en dise Robert Hue, la tutelle existe. Le nouveau patron du PC pourra-t-il s'en affranchir pour jeter des passerelles aux contestataires ? Ou bien sera-t-il un épigone à la marge de manœuvre limitée, laissant le parti en proie à une balkanisation autour de quelques apparatchiks ? Les prochaines semaines devraient permettre de prendre la mesure du changement au sein du PC.

J.-P.B.

Partielles : réveiller les abstentionnistes

Tous aux urnes ! Quinze jours après la belle manif de l'école, les législatives partielles ont apporté encore un peu de baume au cœur des gens de gauche. A Paris, à Blois comme dans les Alpes-de-Haute-Provence, les résultats enregistrés par nos candidats font apparaître une amélioration très sensible par rapport à mars 1993. Seul point noir auquel il faut remédier ce dimanche, le trop fort taux d'abstention, banal pour des partielles.

Avec 47 % des suffrages à Blois, Michel Fromet devance largement la candidate centriste et devrait garder à la gauche le siège de Jack Lang. François Massot, à Digne, progresse de 5 points malgré une candidate dissidente qui lui prend quatre points, le deuxième tour sera serré. L'issue dépend de l'attitude des abstentionnistes du premier tour. Même attente dans la circonscription de Daniel Vaillant qui améliore son score de 12 points, ce qui lui permet de devancer la femme du député invalidé. Il lui manque toutefois plus de mille voix par rapport à mars 1993. Une anomalie qu'il tente de réparer par une présence et un travail quotidiens sur le terrain.

L. C.-S.

Collection Jean Jaurès



CHIFFRES DE LA DÉLINQUANCE

Tripatouillage à la Pasqua

Passé maître dans l'art de solliciter les statistiques, Charles Pasqua peut tenter d'abuser l'opinion. Mais ni les policiers, ni les gendarmes n'ont goûté son numéro de matamore illusionniste.

Le ministre de l'Intérieur s'est glorifié de l'amélioration de la lutte contre la délinquance et la criminalité, avançant des chiffres d'une précision aussi contestable que ridicule : "baisse" de 0,6% dans les zones de police, d'avril à novembre 1993, et recul de presque 7% à Paris sur la période de mai à novembre 1993.

L'intérêt des statistiques de la délinquance et de la criminalité tient dans l'opportunité de mesurer, sur la durée, des évolutions de tendances. Or les responsables de la sécurité savent bien que ce concept déborde largement le cadre de la police, de la gendarmerie et de la justice pour englober la prévention, la formation, la politique de la ville et tout ce qui contribue à l'insertion et à la cohésion sociale. Dans ces conditions, il apparaît dérisoire et grotesque de tenter d'établir, comme le fait Pasqua, une corrélation immédiate entre son retour au ministère de l'Intérieur et le recul de la criminalité, subitement terrorisée par ce redresseur de torts (mais pas de terroristes iraniens).

Par ailleurs, dans les statistiques, un homicide constitue une infraction au même titre qu'un vol de livre. Cette addition de faits aussi différents n'a pas grand sens si on ne l'analyse pas dans le détail. Or, si l'on affine les choses, il faut distinguer entre les crimes et délits portés à la connaissance de la police par les victimes (agressions, cambriolages, vols, etc.) et les infractions qui rendent compte de la seule activité des services, comme l'usage et le trafic de stupéfiants ou la situation irrégulière des étrangers. Comme par hasard, ce sont ces catégories-là qui baissent le plus. Ainsi, pour le deuxième semestre, à Paris, les délits en matière de stupéfiants baissent de 37,5% et ceux concernant la police des étrangers reculent de 11,50%. Ce qui, au passage, relativise terriblement l'efficacité des opérations coup de poing menées sous l'objectif des caméras de télévision.

Enfin, l'usage consiste à comparer l'évolution, sur 12 mois, des statistiques des crimes et délits constatés par la police et par la gendarmerie. Pasqua a cru malin de rompre avec cette tradition en présentant séparément les chiffres de la police, qui marquent une baisse infime. Mais si l'on y ajoutait ceux de la gendarmerie, en hausse d'environ 6%, la progression globale, en 1993, atteint près de 1,8%, contre + 2,3% en 1992. Cocorico ?

Adrien Gillis

COUP DE GUEULE

Nous voici rendus au degré zéro de l'action publique. Ici, le Premier ministre décide de donner, de la main à la main, des sous aux clients des ferrailleurs contre la promesse d'acheter une auto neuve. Passé le premier éclat de rire, on écoute l'explication. Il paraît que l'économie, ce ne serait pas de la politique mais de la psychologie. Les Français, allez savoir pourquoi, ne consomment pas assez. Question d'humeur sans doute. Là, on célèbre comme de vrais faux jetons ce bon abbé Pierre et ses quarante ans de combat impuissant. La panne de logement, c'est bien connu, est une panne de bon cœur. Et ainsi de suite en Bosnie, en Somalie, en Algérie et pour chaque problème, c'est-à-dire à tout propos. L'émotion tue la raison, la compassion tient lieu d'action. A vrai dire, je ne crois pas qu'il y ait encore beaucoup de dupes. Les lacrymales fatiguent. Un jour ou l'autre, on finit par constater que la volonté est un muscle utile. On dit alors solidarité plutôt que charité, justice plutôt que générosité, service public plutôt qu'humanitaire, politique étrangère plutôt que voyeurisme. On s'apercevra que si l'on manque d'infirmières, c'est aussi faute de candidats. Sans doute parce que la vocation du service public a été moins bien traitée que celle des barnums caritatifs. Chaque époque a ses héros. Ça sent la gauche.

Jean-Luc Mélenchon

Contre l'esclavage des temps modernes

L'esclavage existe encore dans le monde, au profit de multinationales. Pour faire cesser cette oppression, les accords internationaux devraient inclure une clause sociale s'imposant à tous. Soutenu par Michel Rocard, André Sainjon, ancien syndicaliste, député européen, défend cette innovation devant le Parlement de Strasbourg. Explication.



Les discours sur la clause sociale sont légion. Quel sens donner à ce concept ?

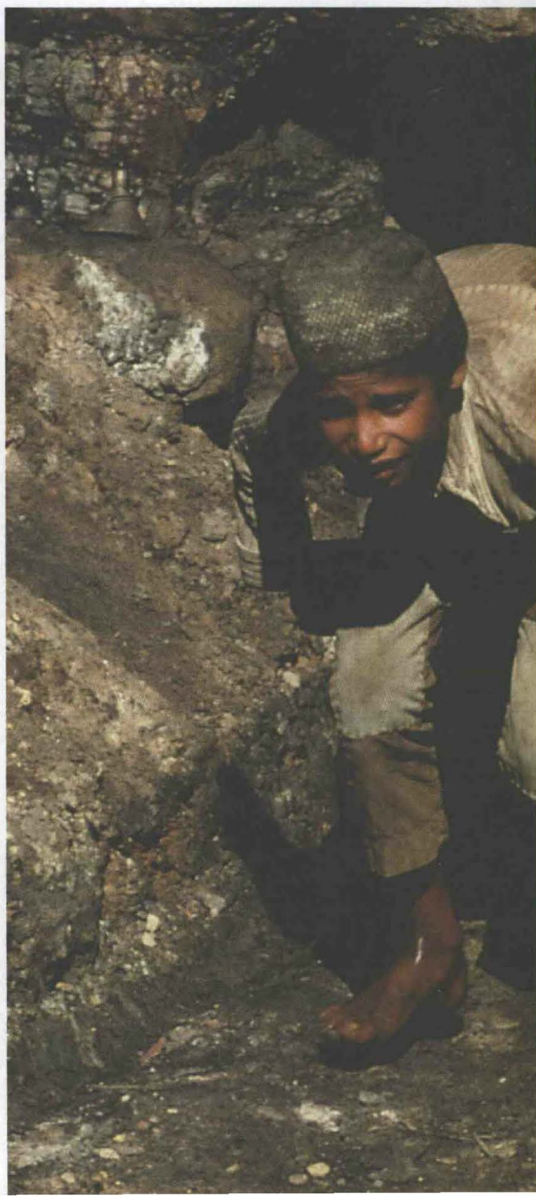
André Sainjon. Il n'est pas nouveau. Depuis dix ans, les socialistes du Parlement européen se battent pour l'imposer dans les accords commerciaux internationaux. Aujourd'hui, des millions d'enfants sont réduits en esclavage, des milliers de prisonniers affamés fabriquent des produits exportés vers l'Occident à vil prix, des syndicalistes sont emprisonnés, et je pourrais continuer. L'humanisme n'est pas et ne sera jamais la préoccupation des acteurs du commerce mondial. Ainsi, les accords du GATT n'ont tenu compte que de l'une des notions du système capitaliste, le profit. L'idée d'une clause fondée sur l'abolition du travail des enfants, du travail forcé, sur la promotion des libertés syndicales et sur les conventions de l'Organisation internationale du travail doit donc s'imposer. Tant qu'un véritable code visant à faire respecter les droits de l'homme au travail ne verra pas le jour, nous resterons sous l'emprise du libéralisme sauvage.

Que faire pour que ce combat ne ressemble pas à un étalage de bons sentiments ?

Exerçons d'abord la pression maximale pour que la future Organisation mondiale du commerce n'exclue pas toute réflexion sur le dumping social, en soutenant, par exemple, la pétition de la Confédération européenne des syndicats. La conférence de Marrakech, en avril, en clôture de l'Uruguay Round, devrait donner à François Mitterrand l'occasion de s'exprimer là-dessus. Ensuite, je suis convaincu que l'Europe saura montrer l'exemple en introduisant une clause sociale dans son système de préférences généralisées, en ouvrant davantage ses marchés aux produits de pays qui s'engageront à respecter les droits de l'homme au travail. Enfin, il faut que les investissements des entreprises occidentales dans le tiers monde soient un facteur de diffusion des innovations sociales.

Retrouve-t-on le clivage droite-gauche ?

Personne n'a le monopole de la lutte contre l'esclavagisme. Nous fêtons le bicentenaire des décrets de la Convention (lire page 20) et la gauche a toujours été à la pointe de ce combat. Certains patrons du textile tentent de dénoncer les pays du tiers monde qui exploitent les enfants. Mais qui y a délocalisé les entreprises ? Il y a sept ans, avant l'arrivée de multinationales, pas un enfant ne travaillait au Bangladesh. Les libéraux du Parlement se sont même évertués à exclure de mon rapport toute dénonciation de la



Chine, avec laquelle le gouvernement Balladur vient de renouer. Or elle exploite 16 millions de prisonniers dans des camps de travail transformés en vastes usines.

Le Parlement européen peut-il jouer un rôle sur la clause sociale ?

Mon rapport y sera, je l'espère, massivement approuvé. Le soutien du groupe, du PSE et de Jacques Delors, est sans faille. Mais ce combat n'est pas gagné d'avance, il demandera beaucoup de temps, de ténacité et de courage face aux tenants du libéralisme -tel Léon Brittan- qui défendent les seuls intérêts des multinationales. Les contacts que j'ai établis avec des responsables du PS, des militants, des syndicalistes me laissent penser que ce sujet est fortement mobilisateur. Il doit devenir le cheval de bataille dans la campagne des Européennes. Rien ne pourra être entrepris sans la mobilisation des forces de progrès que nous retrouverons dans le cadre des Assises de la transformation sociale.

Propos recueillis par L.C.-S.



LE BRIC-À-BRAC DE BALLADUR

L'esbroufe

M. Balladur a, enfin, fait une découverte : il faut relancer la consommation. Il n'en tire qu'une conclusion : mettre à la casse les vieilles voitures.

Pour une fois que M. Balladur admet qu'il faut relancer la consommation, apprécions le fait qu'il change d'avis. Il n'en a pas pour autant changé de politique : "Les mesures annoncées ne font pas le poids" constate Michel Rocard. Contre toutes les évidences, Balladur soutenait depuis des mois que la France souffrait d'une crise de l'offre : il fallait donc conforter les entreprises. Leur taux d'autofinancement est passé de 117,9% en 1992 à 133,7% en 1993 et les experts tablent sur 136,9% en 1994. Cette amélioration ne les a pas pour autant incitées à investir. Déjà, le recul de l'investissement était net en 1992 : -2,6% sur un an. Il s'est accéléré en 1993 avec -8,2%, et même -15% dans l'industrie. Car les entreprises n'ont pas besoin qu'on les conforte, elles ont besoin de clients.

Que fait Edouard Balladur, une fois converti ? Il offre des primes : 5.000 F aux automobilistes qui mettent leurs anciens modèles à la casse et en achètent un neuf... et 25.000 F aux entreprises, en rehaussant le plafond de leurs amortissements. En apparence un beau geste, mais à peine suffisant pour acheter deux vélos ! Les constructeurs ont déjà annoncé leur intention d'augmenter la mise : ils oublient que la baisse de la TVA, de 33,3 à 18,6% en quatre ans, n'a pas empêché le marché automobile d'être à son plus bas niveau depuis 1975.

Le gouvernement espère trouver des consommateurs grâce au déblocage anticipé des 80 milliards gelés dans les fonds de participation. Certains des 4,5 millions de salariés de grandes entreprises qui en bénéficient sauteront peut-être sur l'occasion. Il y a fort à parier, cependant, que les autres continueront à thésauriser, et l'épargne de précaution à gonfler. Edouard Balladur a oublié une donnée importante : les finances de la majorité des salariés sont au plus bas. Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut n'a progressé que de 0,5% en 1993 : les fonctionnaires n'ont eu aucune augmentation, hormis celles prévues dans le cadre de la revalorisation de la fonction publique ; les retraités et les familles n'ont pas eu leur mot à dire sur le gel de leurs prestations, en juillet ; les smicards ont dû se contenter de la hausse du salaire horaire moyen ; les chômeurs ont vu baisser leurs allocations tandis que les salariés ont supporté une hausse de leurs cotisations. Tous affrontent la baisse du remboursement des soins et l'augmentation du prix de l'essence. Pour sa relance de la consommation, M. Balladur a oublié ces détails. En outre, son discours, depuis des mois, sur le ton du "parler vrai", amplifie la gravité de la situation. Il a lui-même contribué à entretenir le pessimisme des responsables économiques et des consommateurs. L'arroseur s'est trouvé arrosé.

Monique Grima

12%
de la population active au chômage

4.300 personnes supplémentaires seulement inscrites à l'ANPE en décembre. Dès l'annonce de son plan, Edouard Balladur a fait étalage de ce chiffre : "Sur le front du chômage, les choses se présentent de façon moins sombre". De fait, pour la deuxième fois consécutive, la décélération du chômage se veut spectaculaire, même si les chômeurs représentent toujours 12% de la population active. Pourquoi alors le premier ministre a-t-il fait reculer de plusieurs heures la publication des résultats détaillés du chômage ? Parce qu'il n'a pas voulu prendre le risque des commentaires. Faisons-les.

En un an, les demandes d'emploi ont augmenté de plus de 10%, l'emploi a reculé de 2,2%. La brusque baisse des deux derniers mois est essentiellement due à un tour de passe-passe : l'ANPE a fait sortir en masse de ses fichiers les chômeurs âgés en les dispensant de rechercher une activité. Alors qu'ils étaient en moyenne 6 à 8.000 dans ce cas chaque mois, ils sont 20.897 en novembre, 25.773 en décembre, soit une augmentation de 181,5% en un an...

Pendant ce temps, les entreprises n'embauchent toujours pas : les sorties du chômage pour reprise d'emploi ont baissé de plus de 24% à la fin de l'année, celles pour entrée en stage de 45%. Ces chiffres-là, M. Balladur n'en a pas fait état.

Coll. Fondation Copernic

Logement, priorité n°1

Sur le terrain, les élus socialistes se mobilisent. La charte des maires pour le logement des plus démunis vient d'être lancée et l'office HLM de Nantes fête son 80e anniversaire.



François Mitterrand visitant un appartement, à Nantes : "Il faut cesser de construire des logements comme s'ils étaient un produit industriel banalisé."

"Ici, on a bien travaillé et les résultats sont là". Le 25 janvier, à Nantes, le président de la République, François Mitterrand, a rendu hommage à l'action accomplie par les élus locaux et, plus particulièrement, par "Nantes Habitat", l'office public d'HLM de la ville. Jean-Marc Ayrault, député-maire de Nantes, préside, il est vrai, un organisme qui se distingue. Deuxième office créé en France, son patrimoine de 24.000 logements sociaux (1) en fait l'un des plus importants. "Nantes Habitat" loge plus d'un Nantais sur quatre. Ces quatre dernières années, l'office a réalisé d'énormes travaux de réhabilitation (1.500 logements par an). Il a également mis en place un processus de concertation avec les locataires, qui peuvent donner leur avis sur tous les travaux d'amélioration.

Pour Jean-Marc Ayrault, "il est primordial que l'office apporte une réponse adaptée aux attentes des locataires". La cité de l'Abbé Pierre (quartier nord) illustre cette volonté. La cité de 53 logements sans confort, construits en 1955, s'est dégradée au fil du temps, conduisant l'office d'alors à y reloger des personnes à revenus modestes. La précédente municipalité envisageait même de la raser. Mais les locataires étaient attachés à cet habitat pavillonnaire avec jardinets. "Nantes habitat" entreprit la réhabilitation et, pendant les travaux, afin d'éviter désagréments et frais de déménagement, les locataires furent relogés sur place. La cité compte aujourd'hui 46 pavillons individuels (2).

"C'est dans la volonté exprimée par les habitants, partout où ils se trouvent, que réside la chance de demain, a déclaré François Mitterrand, il faut cesser de construire des logements comme s'ils étaient un produit indutriel banalisé. Il faut qu'ils répondent aux besoins et aux attentes." A l'hôtel de ville, il a rappelé la nécessité de poursuivre la politique de la ville et le dialogue entre l'Etat, les élus et les habitants.

Cette halte dans la ville des Ducs de Bretagne a donné au Président l'occasion d'emprunter le tramway nantais. C'est le plus long réseau de France. En facilitant l'intégration des quartiers périphériques, il confère à la cité unité et confort.

Chrystie Lipani

(1). La ville compte 30.000 logements sociaux.
(2). Pour un logement type 2, le loyer est de 937 F par mois, 1.141 F pour un logement type 3.

UN TOIT POUR CHACUN

Ils sont trente-quatre maires, socialistes et écologistes, qui ont déjà signé la "Charte des maires pour le logement des plus démunis", proposée par Marie-Nöelle Lienemann, maire d'Athis-Mons (Essonne) et ancien ministre du logement. Par cet acte, ils s'engagent à assurer un toit à chacun. "La loi Besson permet d'agir, explique Marie-Nöelle Lienemann, mais elle ne contraint personne et n'a pas encore donné sa pleine efficacité. Les décideurs ne sont pas assez impliqués. On ne peut pas se contenter de mesures d'urgence qui ne sont qu'une goutte d'eau, certes utile mais insuffisante. La puissance publique doit agir d'une façon massive et permanente". Cette charte est un appel à la solidarité et à l'action concrète. Elle propose, entre autres, dans chaque commune, la construction d'un logement par tranche de 5.000 habitants, pendant cinq ans, en faveur de personnes défavorisées. En outre, les maires s'engagent à proposer 20% de l'attribution du contingent HLM communal aux personnes à faibles ressources ou sans domicile fixe, à recenser les logements vides et à inciter les propriétaires à les remettre en usage.

Tous les maires de France, toutes tendances confondues, seront sollicités. "Nous disposons, par les textes, des outils pour répondre aux besoins, précise François Geindre, maire d'Hérouville-Saint-Clair, il faut maintenant une volonté et des objectifs. Nous nous les sommes donnés." Parmi les premiers signataires : Michel Delebarre à Dunkerque, Yves Dauge à Chinon, Roger Quilliot à Clermont-Ferrand, Louis Besson à Chambéry, Pierre Mauroy à Lille, Catherine Trautmann à Strasbourg, Yvette Roudy à Lisieux...

Eclairer la route



Pourquoi transformer la société ? Pour qui et comment ? Questions essentielles pour la gauche. Un politologue, Roland Cayrol, analyse les attentes des Français, et un sénateur, Gérard Delfau, souligne qui la gauche doit défendre. Alors que nous présentons l'ouvrage de Luc Boltanski, qui dévoile les mécanismes de l'engagement.

Quel est ce grand malentendu dont vous parlez dans votre ouvrage (1) ?

Roland Cayrol* : Ce malentendu réside entre les Français et les responsables politiques. Les Français, largement déçus par l'action politique, s'en sont détournés. En même temps, de nombreux sujets profondément politiques les motivent, les angoissent, suscitent chez eux des attentes. Les hommes politiques comprennent mal ce phénomène et continuent à fonctionner dans le champ clos des luttes politiques classiques.

Qu'est-ce que les Français attendent de la politique ?

R.C. Il y a d'abord ce qu'ils n'attendent plus. Nous sommes dans une période de "désidéologisation". Les Français croient moins que jamais aux mots en "isme", comme socialisme et capitalisme. Ils n'attendent pas de projets ficelés pour changer le monde. Une politique apte à apporter le bonheur, ou même le plein-emploi n'est plus crédible. Mais ces hommes politiques que les Français reconnaissent plus intelligents et plus compétents qu'eux doivent nous dire où va le monde, l'Europe, la France. Nous n'attendons des "politiques" ni lendemains qui chantent ni plate gestion de l'administration quotidienne, mais qu'ils s'évertuent à "éclairer la route" pour les cinq à six ans qui viennent.

Le problème central pour les Français est incontestablement le chômage...

R.C. Oui. Mais ils ne croient plus aux solutions-miracle. La société s'est créé des valeurs de substitution, liées à l'échec sur l'emploi. D'abord, l'éducation et la formation puisque, sans doute à tort, la société française fait l'équation : formation égale emploi. On risque de se réveiller brutalement, en s'apercevant que mieux formé, on n'aura pas résolu le problème du chômage. Ensuite, la sécurité. Ce monde qui change annonce des lendemains encore plus durs qu'aujourd'hui, une société inhumaine dans laquelle on reconnaît de moins en moins ses racines, ses valeurs. Cela génère un sentiment sécuritaire parfois accompagné de tendances xénophobes, racistes, antisémites. L'idée que le responsable est "l'autre", s'est amplifiée avec la crise. Enfin, l'environnement, préoccupation très liée à la situation de récession. Devant l'incapacité à organiser l'économique et le social, les Français voudraient au moins restituer une planète propre aux générations futures. ▶

© Fondation Jean Jaurès

A la question "que faudrait-il changer ?", les Français répondent d'abord : les hommes. Cela révèle une crise de la représentativité. Comment analysez-vous ce phénomène ?

R.C. Les partis correspondent de moins en moins à des groupes sociaux, à des classes. Mais lorsque les intérêts sociaux deviennent suffisamment lourds ils pèsent dans les urnes (80% des agriculteurs ont voté non à Maastricht). Les électorats, les partis sont de plus en plus composites. Des gens divers du point de vue social, générationnel, culturel, religieux se retrouvent dans un même vote. Ce phénomène est lié à un comportement croissant de consommateur des électeurs. Depuis dix ans, l'idée a cheminé que l'on pouvait passer -sans se renier- d'un vote à l'autre. Les partis n'ont pas tous mesuré l'ampleur de ce phénomène, ou n'ont tiré de conclusions qu'en termes de communication.

Les Français veulent-ils transformer la société ? La France est-elle plutôt conservatrice, ou plutôt réformiste ?

R.C. Si l'on pose le problème en terme de transformation sociale, la France est sans doute plus conservatrice qu'il y a dix ou quinze ans. Le passage des socialistes au pouvoir l'a rendue moins réformiste sur le plan social. L'espérance suscitée alors semble avoir été durablement déçue.

Ce qui peut paraître curieux, c'est que certains, qui n'avaient pas voté socialiste, ressentaient aussi cette espérance.

R.C. Absolument. Et du coup, ils s'en veulent d'y avoir cru. Ceux qui sont restés favorables à une transformation de la société sont désormais très sceptiques sur les capacités de la politique.

Mais il y a un élément plus dynamique : les gens ont une volonté très forte, dans tous les secteurs de la vie sociale, d'être considérés comme des sujets de leur histoire et non pas seulement des individus à qui l'on communique des décisions. Et puis, phénomène très proche des années 60-70, on ne prend pas assez en compte la vie des gens dans les changements de la société. Ils veulent comprendre ce qui leur arrive, participer à leur niveau, décider pour eux-mêmes, et non se heurter à des décisions arbitraires, technocratiques. On est au cœur d'une dynamique possible de transformation, si l'on sait répondre aux souhaits des gens. Dans bien des domaines on feint de prendre en compte cette volonté. Ce qui est à la mode, c'est le feed-back, la communication dans les deux sens. Dans le domaine politique et de la gestion des institutions politiques, c'est très peu le cas. Tout ce qui viendra de la langue de bois de tranformateurs organisés, sera négatif. Toute mécanique qui essayera de retisser des liens avec les gens, sera positive.

Tout doit-il partir des aspirations des Français ? La renonciation à certaines convictions n'est-elle pas également un problème ? N'y a-t-il pas un devoir pédagogique ?

R.C. Une bonne pédagogie serait de savoir écouter les gens avant de leur proposer autre chose. Quitte à leur dire qu'ils ont tort, qu'ils ont pu se laisser entraîner. Nous sommes dirigés essentiellement par des énarques, pour qui, écouter les gens et être à leur service n'est pas un réflexe normal.

Il est intéressant de savoir où les Français attendent "au tournant" les hommes politiques, les médias. Ils n'attendent pas de miracle concernant l'emploi. Cela ne signifie pas que l'attente majoritaire spontanée, dans un domaine précis, doit être satisfaite. Mais que les hommes politiques doivent donner des réponses. Le danger pour la société française, c'est de laisser faire. Répondre aux préoccupations des gens ne veut pas dire aller forcément dans leur sens. ■

(1) "Le grand malentendu", Le Seuil, Essai politique, 192 p., 110 F.

Roland Cayrol est politologue et directeur de l'Institut de sondages CSA.

Parler aux cinq millions d'exclus

Tout projet politique suppose que soient identifiées les catégories sociales auxquelles on s'adresse. C'est ce que fit le nouveau Parti socialiste issu d'Epinay. Non sans controverses ni désaccords d'ailleurs...

Aujourd'hui, à la veille des Assises de la transformation sociale, à qui voulons-nous parler, au delà des appareils politiques évidemment ? Quel est le concept fédérateur capable de donner un espoir collectif à des citoyens aux statuts fort différents ? Sommes-nous seulement le parti des classes moyennes et l'outil politique des ouvriers et employés, voire des cadres inquiets ? Ce ne serait déjà pas si mal, dira-t-on. C'est vrai. Mais qui exprimera alors le désarroi des quelque cinq millions d'exclus que comporte notre société ? Qui réconciliera avec le suffrage universel d'abord, avec le vote socialiste ensuite, les trois millions et demi de chômeurs recensés, les six cent mille titulaires d'un Contrat emploi-solidarité, les six cent mille allocataires du Revenu minimum d'insertion, les stagiaires de la formation professionnelle, même si certaines de ces catégories se recoupent. Il faudrait encore ajouter ceux qui ont un emploi à temps partiel dont le salaire est insuffisant pour vivre décemment.

Au total, cela fait beaucoup de monde pour une société riche ! Les enquêtes du CREDOC montrent que, globalement, le niveau de vie des ménages n'a cessé d'augmenter, malgré la crise, depuis une dizaine d'années. La multiplication des mendiants et des SDF, comme on les nomme, n'a d'égale que l'indifférence collective et le refus d'assumer politiquement les décisions qui s'imposent. Or prenons-y garde. Non seulement cette marginalisation fait tache d'huile depuis trois ans, mais le basculement est beaucoup plus rapide qu'autrefois et il concerne à présent des milieux jusque-là protégés : les cadres, par exemple. Qu'avons-nous à dire à ces citoyens -je parle de la foule des exclus ? Quelle droit d'expression leur reconnaissons-nous, puisque le syndicalisme est incapable d'assumer cette mission ? Quel droit à un logement leur offrons-nous, puisque les HLM n'ont plus les moyens d'assurer cette fonction ? Quel droit à la réinsertion sur un poste de travail correctement rémunéré leur proposons-nous, alors que le chômage ne cesse de croître ?

Faute de répondre à ces questions, le Parti socialiste verrait se rétrécir encore sa base sociologique, et il serait illusoire d'en appeler à la transformation sociale à partir d'un mouvement qui n'exprimerait guère plus que les intérêts d'une fraction de la population.

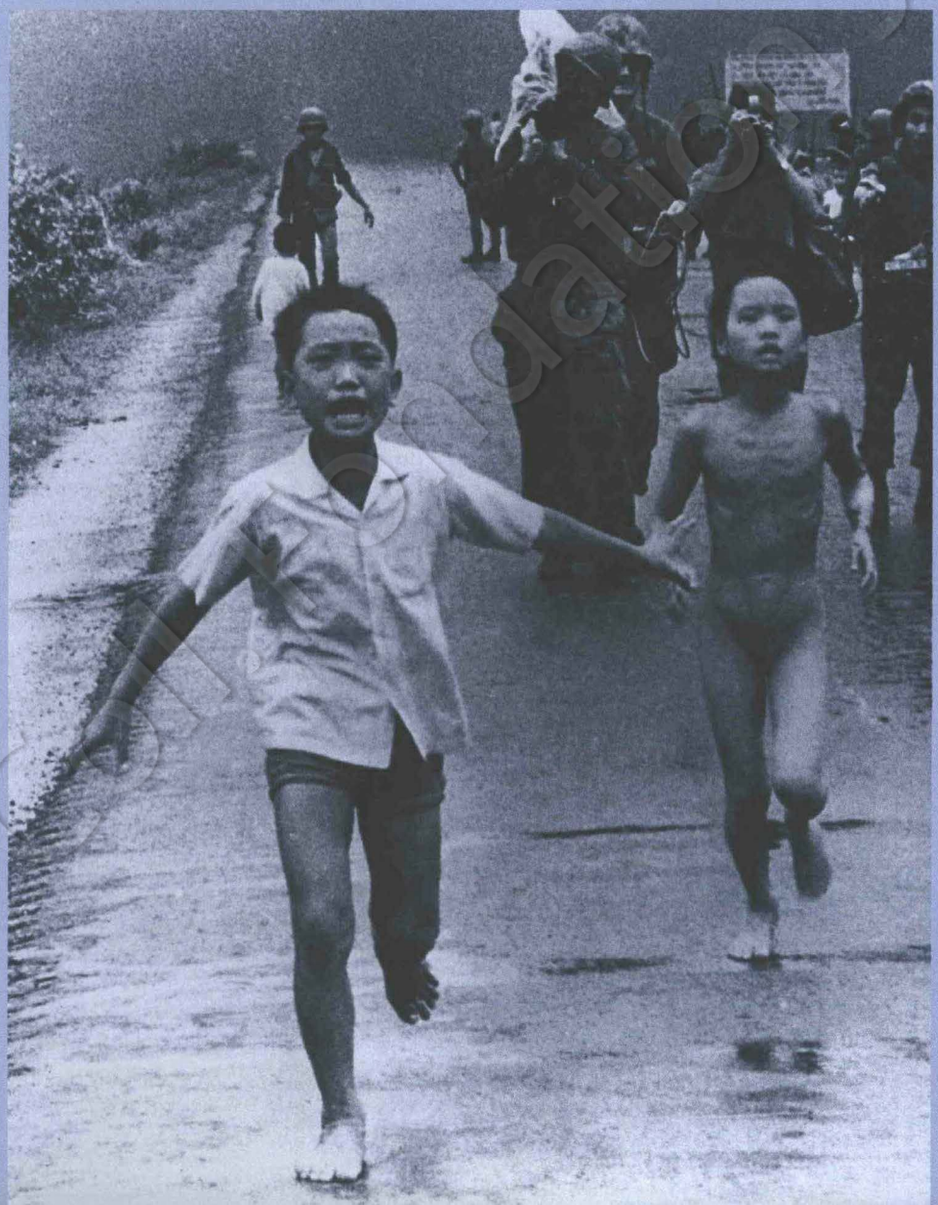
Gérard Delfau

Copyright Le Nouvel Observateur

Pourquoi nous combattons

La question fournit à l'un des plus brillants cinéastes américains, Frank Capra, le titre de la série de films, commandés en 1942 pour l'entrée en guerre des Etats-Unis, qui restent un modèle esthétique de propagande politique. La réponse est relativement facile pour Capra : plus qu'une démonstration de force, comme dans "le Triomphe de la volonté" de la cinéaste nazie Leni Riefenstahl, il s'agit d'opposer deux systèmes antagonistes de valeurs : démocratie et totalitarisme.

La question du "Pourquoi nous combattons" se pose prioritairement à toute action politique. Implicite hier, la réponse a de plus en plus besoin d'être explicite au fur et à mesure que des certitudes idéologiques s'évanouissent sous la poussée du réel ou du temps. Pourquoi transformer la société et ne pas la garder en état ou retourner à une étape antérieure, comme le voudraient conservateurs ou réactionnaires ? Nous entrons dans le domaine "de la justification"(1) qu'a étudié Luc Boltanski. Jusqu'ici le sociologue s'était attaché à la politique de la justice. Son dernier livre est consacré à la politique de la pitié (2), expression que l'on doit à Hanna Arendt. Si les termes renvoient à une politique humanitaire aujourd'hui à l'épreuve, si ceux de "la souffrance à distance" évoquent furieusement la télévision, ses réflexions vont beaucoup plus loin. Elles embrassent toutes les attitudes depuis l'introduction de la pitié en politique, au XVIIIe siècle. Une politique de la pitié se fonde sur l'opposition entre heureux et malheureux. Pour qu'il y ait pitié, il faut un être souffrant et un spectacteur, qui n'ait pas de lien avec lui, ni familial ni communautaire. On ne dira pas d'une mère au chevet de son enfant qu'elle éprouve de la pitié, parce que tous les deux souffrent. Le spectacteur de la souffrance à distance peut "sympathiser avec le ressentiment que le malheureux développe en direction d'un persécuteur -ce qui l'engage sur la voie de l'indignation, de la dénonciation et de l'accusation" ou "avec les sentiments de gratitude que l'intervention d'un bienfaiteur inspire au malheureux". Boltanski montre très bien combien



C'est d'abord autour de la souffrance de malheureux que s'opère le précipité qui jette les gens dans une cause.

l'espace public est structuré autour de causes : "C'est d'abord autour de la souffrance de malheureux que s'opère le précipité qui jette les gens, jusque-là indifférents, dans une cause." Du chevalier de La Barre à l'affaire Calas, à Dreyfus, les exemples ne manquent pas de causes pour "lesquelles des personnes s'engagent et, par conséquent, autour desquelles se noue et se dénoue le lien social". Pour Boltanski, c'est par ce processus que s'est faite la division de l'espace politique entre droite et gauche. "C'est contre une indignation communautaire affectée à la droite et pour prendre la défense des coupables qu'elle désigne à la vindicte publique que se constitue, à gauche, l'indignation éclairée qui, dotée des armes de la critique, déconstruit l'indignation unanime... La défense de la classe ouvrière prendra souvent la forme d'une immense et grandiose affaire." Un livre très éclairant.

Bernard Chaouat

(1) "De la justification", Luc Boltanski et Laurent Thévenot, Gallimard, 485 p., 165 F.
(2) "La souffrance à distance", Ed. Metaillé, 290 p, 120 F.

Viêt-nam : la photo qui a fait bouger l'Amérique.

REVUES

Au pays de la laïcité

Retour, encore une fois, sur la laïcité. Le 16 janvier dernier, nous étions dans la rue pour la défendre. Avec le nouveau numéro de la revue "Le Débat", nous poursuivons la réflexion. En effet, outre une série d'articles sur la corruption -et notamment un entretien avec Pierre Moscovici ; outre un débat sur l'enseignement de l'histoire de l'Europe ; outre, enfin, une analyse des conséquences de l'ouverture des archives soviétiques, ce numéro comporte un dossier passionnant sur la laïcité.

De cet examen, qui combine des approches comparatives, théoriques et juridiques, nous pouvons tirer quelques conclusions.

La France reste un pays bien singulier. Françoise Champion distingue, dans l'Europe communautaire, deux logiques dans les rapports entre l'Eglise et l'Etat. La logique de "laïcisation" et la logique de "sécularisation". La première est celle des pays catholiques, la seconde celle des pays protestants. La première se caractérise par une forte mobilisation du pouvoir politique pour "soustraire les personnes et les différentes sphères de l'activité sociale à l'emprise de l'Eglise" ; la seconde, par "l'émancipation de la société par l'évidement du rôle de l'Eglise". La première se déroule généralement dans le conflit, la seconde dans le consensus. L'Italie et l'Espagne s'étant rapprochées de la logique de sécularisation ces quinze dernières années, la spécificité de la France se trouve accentuée. Non seulement les rapports entre l'Eglise et l'Etat sont différents dans les autres pays européens, mais, mieux, ou pire encore, les pays protestants ignorent jusqu'au mot même de laïcité.

Au delà de cette approche, Maurice Barbier livre ses réflexions sur l'origine, la nature réelle et l'évolution de ce concept. Il montre combien cette notion est "relative et évolutive". Il montre aussi que c'est toujours l'Etat qui joue un rôle décisif pour "décider et parfois imposer la laïcité". Il montre surtout qu'il existe deux conceptions différentes : la "laïcité-séparation" qui suppose un cloisonnement total entre l'Etat et la religion ; la "laïcité-neutralité", qui met davantage en avant la liberté religieuse. Mais il montre aussi que la France est passée peu à peu de la première à la seconde conception.

La question qui se pose alors est de savoir si les conclusions de ces deux auteurs sont contradictoires ou complémentaires...

Gilles Finchelstein

Le Débat, n° 77, Gallimard, 192 p., 82 F.

L'esprit de résistance

Que reste t-il de la Résistance ? Bonne question en ces temps de révisionnisme rampant et de trouble fascination pour le camp d'en face. C'est ce que fait, avec beaucoup de justesse de ton et de clarté, la revue "Esprit". L'éditorial, "La démocratie et ses ennemis", qui traite de l'actualité, offre une éloquente entrée en matière. La problématique est d'autant plus urgente que, comme le remarquent Eric Conan et Daniel Lindenberg : "on pouvait se flatter, en France, d'échapper à tout phénomène de révision idéologique comparable à celui que les Allemands ont connu chez eux et baptisé Historikerstreit. Il faut bien admettre aujourd'hui qu'il ne s'agissait que d'un retard. Une tentative sérieuse de relecture de la Seconde Guerre mondiale en France vient de commencer avec l'affaire Moulin." La phrase que Wolton a ensuite reniée, mais qui figure dans son livre, "avec le recul, on mesure mieux à quel point les Français qui ont choisi Moscou pour combattre Berlin ont commis au mieux une tragique erreur politique, au pis une trahison", donne la mesure du projet : mettre en avant un pseudo crypto-communisme du gaullisme pour remettre en cause la Résistance toute entière.

D'un autre côté, Jean-Pierre Azéma et François Bedarrida, à travers ses différentes représentations, montrent comment les visions ont évolué sur la Résistance, mais aussi sur Vichy et sur l'attitude des Français : de "la façade noble et menacée" de 1944-1947, aux "éboulements de la guerre froide" de 1947-1958, au "temps du palais gaulliste et de la datcha communiste" de 1959 à 1969, à "l'échafaudage de mémoires non conformes" des années 70, jusqu'au "gratte-ciel en construction" des années 80-90. Le regret d'une grande synthèse historique sur la Résistance est partagé par Pierre Laborie. Jacques Sémelin, lui, s'interroge sur le processus et les motivations mêmes de l'acte de résistance.

B.C.

Esprit, n° 198, janvier 1994, 78 F.

HISTOIRE

Un bicentenaire méprisé

Le 4 février sera le bicentenaire d'un événement que le monde entier devrait célébrer. Un événement oublié, négligé, mal-aimé peut-être, alors qu'il est au fondement même de la République, de tout ce à quoi nous croyons, au fondement même de tout ce pour quoi tant d'hommes de liberté se sont battus.

Le 4 février 1794, la Convention abolissait l'esclavage.

Sans doute, cette décision fut prise sous la pression des événements : les Noirs de St-Domingue n'attendirent pas la Convention pour se libérer. L'abolition de l'esclavage cachait des arrière-pensées : les Anglais disputaient les Antilles à la France révolutionnaire. Bien sûr, l'Abolition ne devint réalité qu'en 1848, grâce à Victor Schoelcher.

La dimension historique de cet événement peut être contestée. Pas sa portée symbolique. Nous pensons que le 4 février 1794 doit être considéré comme une date fondamentale, fondatrice de la République. Parce qu'elle symbolise le premier acte républicain de refus de l'asservissement d'un homme en raison de sa race ; parce que l'esclavage sévit encore largement de nos jours. Sous des formes aussi variées que peuvent le produire des imaginations humaines perverses, sacrifiant au "profit" hommes, femmes, enfants ramenés à l'état de "non-être".

Il y a plus que de l'ignorance, du mépris, dans l'indifférence manifestée à cette date par les pouvoirs publics et, dans une large mesure, les médias. Si l'on excepte Jean-Marie Cavada qui a consacré au drame de l'esclavage moderne sa "Marche du siècle" du 26 janvier.

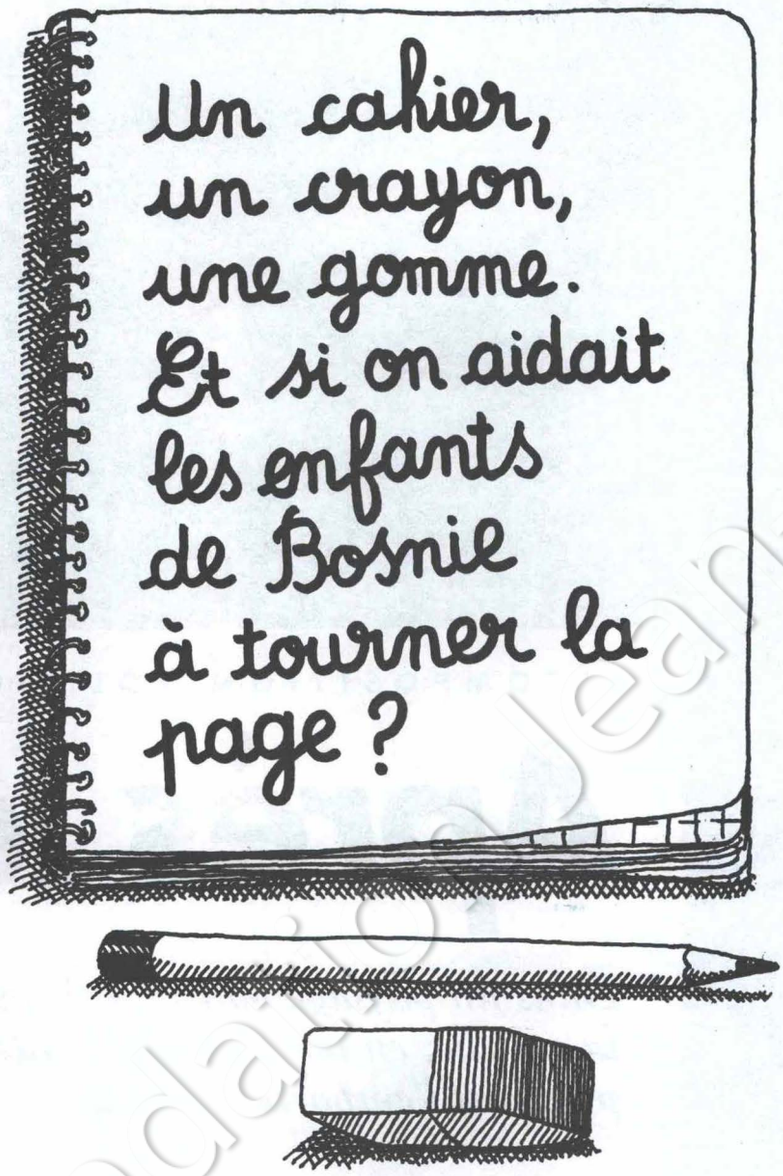
Comment interpréter autrement ce silence dans un pays si jaloux, si passionné de son passé ? Qu'on le compare au battage du bicentenaire de la mort de Louis XVI. Et que l'on juge.

Il n'y aura pas de commémoration officielle du 4 février 1794. Nous le regrettons et espérons qu'il y aura d'autres coups de colère que le nôtre.

"L'homme est né libre, et partout il est dans les fers". L'oublier, n'est-ce pas l'accepter ?

Xavier Charpentier
et Gilles Moreau

Copyright Bibliothèque



"Les Ecoles de l'Espoir"

C'est dans des conditions dramatiques que la rentrée a eu lieu cette année. Après 18 mois de guerre, 80% des écoles sont détruites ou hors d'usage. L'insécurité règne : chaque jour des enfants sont tués ou blessés. L'hiver arrive et l'absence de chauffage et d'électricité ne font qu'aggraver la situation. Pour que les enfants puissent continuer l'école, où ils trouvent réconfort et espoir, votre argent est nécessaire à l'achat de colis scolaires et de vêtements chauds. Avec 283 F, nous couvrons les besoins éducatifs de 10 enfants pendant 4 mois. Merci de votre aide.

Je souhaite apporter mon soutien aux "Ecoles de l'Espoir". Je verse par chèque bancaire ou CCP (877 J à Paris) à l'ordre de Solidarités "Les Ecoles de l'Espoir".

La somme de : ☐ 100 F ☐ 200 F ☐ 500 F Autre : .....

Je recevrai un certificat de déductibilité fiscale et une lettre m'informant du colis offert.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Solidarités

Solidarités "Les Ecoles de l'Espoir". 19, rue Daviel 75013 Paris. Tél : 45 88 33 22. Documentation sur simple demande.

L'agence GRENADE a travaillé bénévolement sur cette annonce. Le support a offert l'espace.

Fondation Jean-Jaurès

L'Union européenne traverse une crise économique et sociale grave. Dans ce contexte difficile et après l'effondrement du communisme, la social-démocratie européenne, trop vite enterrée par certains, trace son empreinte. En Italie, l'explosion du paysage politique donne à la gauche unie autour du PDS une chance de remporter les élections législatives de mars prochain. En Espagne, où le taux de chômage atteint 22% de la population active, le gouvernement de Felipe Gonzalez garde la confiance des Espagnols, malgré un clair avertissement.



RECOMPOSITION POLITIQUE EN ITALIE

Après le big

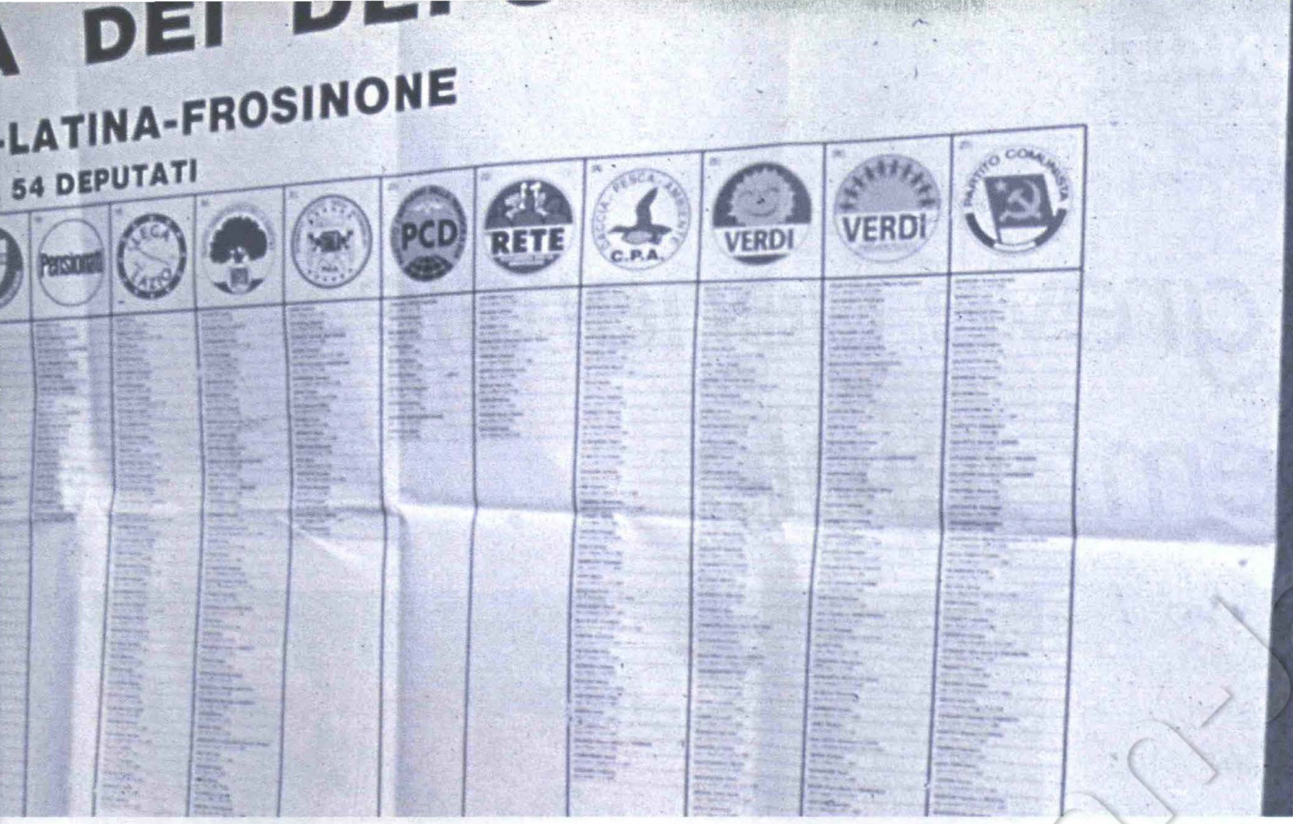
Dans un paysage politique éclaté, la gauche, en tête dans les sondages, pourrait l'emporter en mars.

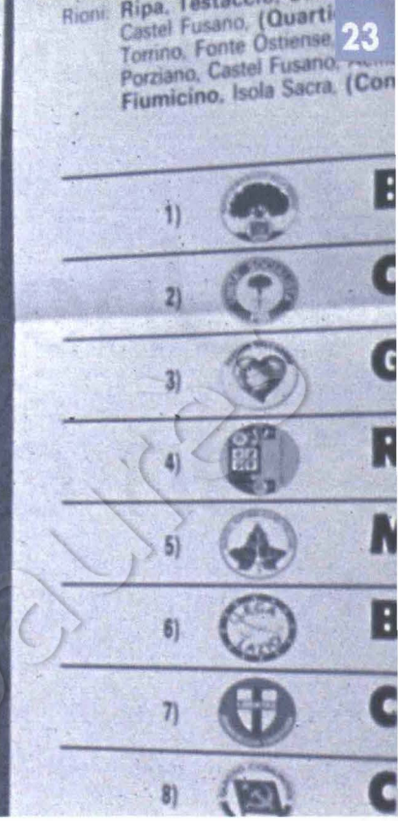
"Une photo ? Impossible, elle serait floue ! On se bouscule trop." L'anecdote, au départ, ne concernait que la droite mais désormais on peut dire qu'elle vaut pour tous les partis. Et même pour la situation politique générale, en pleine évolution après la tourmente judiciaire de "Mani Pulite" et dans la dernière ligne droite avant les élections législatives anticipées de mars prochain. Il y a quelques jours, on parlait d'un paysage politique bipolaire, entre une gauche progressiste et une droite conservatrice ; aujourd'hui, on ne jure que par la "répartition en trois pôles…"

En effet, à moins de changement de dernière minute, ce sont désormais trois grandes familles -la gauche, la droite et le centre- qui s'affrontent. Trois grands rassemblements, résultat "d'un big-bang à l'italienne" qui a secoué de fond en comble chaque parti, libérant ainsi les différentes approches -souvent inconciliables- qui s'y étaient incrustées. Résultat de l'immobilisme de plus de 45 ans d'une vie politique passée sous l'enseigne de "surtout restons unis pour exclure nos ennemis." Si le coup d'envoi a été donné par les enquêtes contre la corruption, le coup de grâce est arrivé avec la nouvelle loi électorale majoritaire à un tour qui pousse à la clarté. En fait de clarté, le paysage politique, en cette période pré-électorale, ressemblerait plutôt à une pluie de météorites.

A gauche, les progressistes -c'est ainsi qu'ils ont choisi de s'appeler-, se sont déjà mis autour d'une table. On y voit, côte à côte, les purs et durs de Rifondazione comunista qui, au cours d'un récent congrès, ont affirmé l'intention de collaborer avec leurs anciens frères ennemis du PDS (Parti démocratique de la gauche) -le vrai moteur de l'alliance progressiste- dont ils s'étaient séparés au moment de la transformation du PCI ; la Rete, le mouvement anti-mafia, devenu une sorte de gardien des valeurs

Fondation Jean-Jaurès





-bang

morales et qui ne cesse de tonner contre les "impurs" compromis avec le vieux pouvoir. Puis les Verts, les Chrétiens-sociaux (catholiques progressistes), Alleanza democratica (groupe d'intellectuels de mouvance progressiste). Le Parti socialiste mérite un traitement à part : il a donné naissance à plusieurs branches. La plus consistante, l'héritière officielle du PSI, avec Ottaviano del Turco, après sa rupture avec Bettino Craxi, devrait pouvoir entrer dans le cartel de la gauche (à condition d'obtenir la bénédiction de la Rete). Un autre courant, Rinascita socialista, participe à Alleanza democratica. L'ancien président du Conseil, Giuliano Amato, ainsi que ses amis, devraient se ranger au centre. Un dernier tronçon enfin, (les "craxiens" les plus fidèles), semble regarder à droite.

C'est là qu'ils rencontreront Forza Italia, le mouvement du magnat des chaînes commerciales Silvio Berlusconi. Dernier arrivé, avec un discours viscéralement anticommuniste. Un discours qui plaît à la Ligue Nord d'Umberto Bossi et à Alleanza nazionale du néofasciste (aujourd'hui postfasciste) Gianfranco Fini qui, sur la lancée du succès obtenu par le MSI lors des récentes élections municipales, voudrait bien devenir le Chirac italien. En fin de compte, Berlusconi pourrait représenter la charnière entre la Ligue, au Nord, et le MSI-Alleanza nazionale, au Sud. Le tout complété par les rescapés du CCD (Chrétiens-démocrates nés de la transformation de la vieille démocratie-chrétienne en Parti populaire) et les libéraux de l'Unione di centro du ministre des Transports, Raffaele Costa.

Dans cette recomposition de la grande famille de droite, on ne trouve pas le Parti populaire né des cendres de la DC. L'imperturbable Mino Martinazzoli reste attaché aux valeurs du centre. A ses côtés, l'éternel indécis Mario Segni, ancien DC, qui, après avoir été tenté à gauche par Alleanza democratica, et à droite par la Ligue Nord (mais l'accord aura duré moins de 48 heures), s'est résolu à se placer, lui aussi, entre la gauche et la droite avec son "Pacte pour l'Italie". C'est d'ailleurs le seul à avoir annoncé clairement son programme : devenir président du Conseil. Deux mots enfin pour Marco Pannella, le grand agitateur d'idées -qu'on a du mal à situer entre Berlusconi, la Ligue et autres- et les Républicains de Giorgio La Malfa tentés par la gauche et par le centre. Il semble, aux dernières nouvelles, qu'ils aient finalement choisi ce dernier. Même au prix d'une scission.

Salvatore Aloïse



Débats à la chambre des députés lors des dernières élections présidentielles en 1992.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

CRISE ÉCONOMIQUE EN ESPAGNE

Une grève générale en demi-teinte

Les Espagnols, inquiets de la grave crise économique et sociale qui touche leur pays, ont adressé un avertissement au gouvernement socialiste, sans toutefois le censurer.



Le 27 janvier, 47% des Espagnols ont suivi les syndicats. Pourtant, malgré un chômage à 22%, la population est prête à quelques sacrifices pour juguler la crise.

Les syndicats ont tenté de paralyser l'Espagne jeudi 27 janvier. L'initiative n'est pas insolite outre-Pyrénées. Cet arrêt de travail généralisé, le quatrième en dix ans, n'a rien du grand soir. C'est un élément permettant d'orienter les négociations sociales. Fin 93, le gouvernement a tenté sans succès de réformer le marché du travail avec les Commissions ouvrières, la centrale proche du PC, et l'UGT, son homologue socialiste. Les pourparlers n'ont rien donné. Le Conseil des ministres a présenté un projet unilatéralement, le 3 décembre, et l'a fait approuver par une écrasante majorité parlementaire en janvier. Les syndicats, de leur côté, ont décidé une grève générale pour expliquer leur point de vue. La grève a donc eu lieu. Elle a été, mi-chèvre mi-chou, sans vainqueur ni vaincu. Les syndicats affirment avoir été suivis à 90%. Le patronat réduit le chiffre à 26%. Et le gouvernement le porte à 30%. Le quotidien madrilène "El Pais" avait sollicité un organisme de sondage. Son estimation, 47%, paraît plus proche de la réalité. Tous les observateurs l'ont signalé, la vie quotidienne n'a pas été aussi perturbée le 27 janvier 1994 que le 14 décembre 1988, lors de la dernière grande grève générale.

Les Espagnols sont d'accord avec les syndicats. Le projet du gouvernement touche à de nombreux acquis. La flexibilité du travail, cela veut dire un licenciement plus facile, une couverture du chômage plus chiche. La création de contrats nouveaux, celui d'apprenti en particulier, va peser sur les salaires. La journée de travail pourra désormais dépasser le plafond légal de neuf heures.

Pourtant le gouvernement n'a pas été censuré. Beaucoup ne lui donnent pas tort. L'Espagne vit un sinistre économique et social grave. La croissance est arrêtée. Le chômage a fait un bond de six points en un peu plus d'un an. 22% de la population active : c'est le pourcentage le plus élevé de l'UE. 900.000 jeunes n'ont jamais eu d'emploi. 3,8% de la richesse nationale passe en indemnités de chômage. Les entreprises espagnoles ont maintenu leurs marges en licenciant massivement.

Les sociétés étrangères menacent de se délocaliser. L'Espagne n'est plus compétitive. Il fallait agir. Felipe Gonzalez a baissé de cinq points le loyer de l'argent pour relancer le crédit. Prenant le taureau par les cornes il a donc essayé de trouver un accord avec syndicats et patronat. La seule façon, leur a-t-il dit, de sortir du tunnel, passe par une croissance génératrice d'emplois. Le gouvernement a "forcé la baisse des taux d'intérêt. Il a révisé la parité de la monnaie, ces mesures n'ont pas relancé l'économie. Il faut s'attaquer maintenant au marché du travail." Ce message, "de sang, de sueur et de larmes" a été tout aussi bien reçu par les Espagnols que celui des syndicats. Il est vrai qu'au moment où l'UGT refusait de réformer le marché du travail, sa coopérative de construction faisait faillite.

En dix ans, l'Espagne a fait un bond économique et social. La crise lui a coupé les jambes. Un responsable du PSOE, qui tiendra son congrès en mars prochain, le notait avec lucidité : "Pour maintenir les prestations sociales, il faut croissance et emploi"... Dur, dur d'être socialiste par temps de crise !

Jean-Jacques Kourliandsky

Collection Fondation Jaurès

EUROPE

Le livre blanc en marche ?

Le groupe des représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze prépare le financement des options retenues à Bruxelles en décembre 1993. Propositions concrètes dans quelques semaines.

Au Conseil européen de Copenhague, en juin 1993, les chefs d'Etat et de gouvernement, confrontés à un europessimisme croissant avaient chargé la Commission européenne de préparer un rapport analysant les moyens d'une relance économique pour résorber le chômage, qui touche actuellement dix-sept millions de personnes. Présenté six mois plus tard par Jacques Delors au Conseil européen de décembre 93, le Livre blanc dont les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté les grandes lignes, entend "jeter les bases d'un développement soutenable des économies européennes aptes à faire face à la compétitivité internationale, tout en créant les millions d'emplois nécessaires" (1). La création de 15 millions d'emplois d'ici l'an 2000 est évoquée. Le Livre blanc dresse d'abord un bilan de l'évolution économique de la Communauté. On constate "l'érosion de ses positions compétitives au sein de la triade Communauté-Etats-Unis-Japon au cours des dernières années." Depuis 1980, l'industrie communautaire a certes amélioré ses positions sur des marchés à croissance lente (matériel ferroviaire, coton, machines textiles...), mais sa performance a fortement diminué sur les marchés à haute valeur ajoutée tels l'informatique, la bureautique, l'électronique et les instruments optiques. De même, l'investissement des entreprises en recherche et développement s'avère insuffisant.

Six ans de grands travaux

Présentant un certain nombre de pistes, la Commission a essayé de respecter un délicat équilibre entre une approche libérale (poursuite de la mise en place du Grand marché, application stricte des règles de concurrence, fin du monopole, rejet du protectionnisme commercial, accroissement de la compétitivité) et un certain degré d'interventionnisme (financement de grands réseaux d'infrastructure, aide à la recherche) et de justice sociale (maintien de la protection sociale, meilleure équité fiscale grâce, notamment, à la taxation des revenus du capital). Si la valeur expérimentale du partage du travail est reconnue, la baisse généralisée de sa durée et le partage national sont rejetés. Le raisonnement tourne davantage autour d'une réduction des prélèvements sur le travail qui, selon les experts de la Commission, "représentent 23,5% du PIB communautaire, soit plus de la moitié de l'ensemble des prélèvements obligatoires. "Parmi les pistes proposées, la Commission attribue une place déterminante à la mise en œuvre accélérée d'un maillage dense de réseaux de transports, d'énergie et de télécommunications. Le projet porte sur un programme de grands travaux de 120 milliards d'écus (environ 800 milliards de F) sur six ans, soit 20 milliards d'écus par an. Le montant du financement, aussi impressionnant apparaisse-t-il, ne relève que pour partie de nouvelles mesures. Une grosse moitié avait déjà été prévue au sommet d'Edimbourg de décembre 1992, au titre de "l'initiative européenne de croissance". Ainsi, 5,3 milliards de crédits avaient été ajoutés au budget européen et le principe d'un prêt de 6,7 milliards d'écus par la Banque européenne d'investissement avait été retenu. Ce sont là 12 milliards sur les 20 annuels maintenant prévus. Le Livre blanc propose donc de rajouter 8 milliards d'écus par an : 7 empruntés par la Commission et 1 emprunté par des sociétés publiques ou privées.

Parmi l'ensemble des pistes du Livre blanc, qui se déclinent au niveau communautaire mais aussi au niveau national, et qui font l'objet de débats dans les pays de l'UE, les projets concrets dans le domaine des réseaux devraient prochainement être annoncés par le groupe des représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze qui "planchent" actuellement sur leur financement. Les procédures de décision plus rapides que celles adoptées pour "l'initiative européenne de croissance" décidée en 1992 expliquent en partie cette situation. Mais aussi la volonté affirmée des Douze, qui dresseront un premier bilan de leur action lors du Conseil européen de fin 1994, à Corfou.

Jacques-Pierre Goujeon et Ghislaine Toutain

(1) Croissance, compétitivité, emploi. Les défis et les pistes pour entrer dans le XXIe siècle. Livre blanc, Commission des communautés européennes, 1993.

EN BREF

- **En Algérie, le général Liamine Zéroual a été désigné pour trois ans à la tête de l'Etat par le Haut Conseil de sécurité. Cette nomination concrétise l'engagement (prévisible) de l'armée dans la vie politique. Le nouveau président, qui a reconduit Redha Malek au poste de Premier ministre, est réputé pour sa fermeté et pour son sens politique. Cependant, le terrorisme vient de tuer en deux jours un juge, un dirigeant du RCD et un journaliste.**

- **A Davos, le 30 janvier, lors du forum économique mondial, Israéliens et Palestiniens semblent avoir écarté la plupart des difficultés s'opposant à la mise en œuvre de l'autonomie à Jericho et Gaza. Pourtant, il n'est pas sûr -s'il est probable- qu'un accord définitif sur le retrait de l'armée israélienne intervienne très rapidement.**

À LIRE

Deux ouvrages indispensables pour mieux comprendre le monde au lendemain de la fin des blocs. "L'année stratégique 1994", sous la direction de notre collaborateur Pascal Boniface, analyse région par région, les événements politiques, diplomatiques et militaires. *Dunod, 528 p., 246 F.*
"Ramses 94", sous la direction de Thierry de Montbrial et Pierre Jacquet, présente une synthèse annuelle de l'actualité mondiale. *Dunod, 484 p., 196 F.*

Ville de Valence

(Drôme)
au centre d'une agglomération de 110.000 habitants

recherche

Son Responsable du Service Espaces Verts

Vous souhaitez participer activement à la qualité de notre environnement en exploitant nos 235 hectares d'Espaces Verts, dont 5 parcs.

Ingénieur en horticulture, vous disposez d'une expérience d'encadrement qui prouve votre aptitude à manager une équipe en impliquant vos plus proches collaborateurs.

Vous êtes sensibilisé à l'attente de résultats en matière de gestion.

Envoyez votre candidature, Curriculum Vitae et photo à
Monsieur le Maire - Direction des Ressources humaines
BP 2119 - 26021 Valence cedex

jusqu'au 7 février 1994 inclus

des idées qui marchent!

Vendredi

30%

DE RÉDUCTION
SUR UN ABONNEMENT

1 AN 280 F

Pour recevoir Vendredi retournez-nous le bulletin ci-dessous au 10 rue de Solferino, 75007 Paris, Service lecteurs Vendredi.

☐ Mme. ☐ Mlle. ☐ M.
Nom.....
Adresse.....
..... Ville.....
Code postal ⌊⌊⌊⌊⌊ Signature :

Vous réglerez plus tard, à réception de facture.

ville de MARMANDE

(Lot-et-Garonne)
18.000 habitants

recrute
par voie de mutation

Rédacteur confirmé

Mission :

- Il devra, sous l'autorité du responsable des services techniques, assurer la partie administrative des services techniques municipaux :
  - suivi des correspondances,
  - gestion administrative des dossiers,
  - procédure des marchés publics.

Profil :

- qualités rédactionnelles,
- sens de l'organisation,
- connaissance des marchés publics et de la comptabilité communale,
- notions d'informatique,
- expérience d'un poste similaire souhaitée.

Poste à pourvoir : 1er trimestre 1994

Adresser candidature manuscrite + CV détaillé + photo à
Monsieur le Maire
Hôtel de Ville - BP 313
47207 Marmande cedex

La Ville d'Orange

(Vaucluse)
28.000 habitants

recrute
pour son service Urbanisme

Cadre B ou C

pour assurer l'instruction des différentes demandes d'utilisation des sols (permis de construire, certificats de conformité, contentieux de l'urbanisme).

Profil :

- connaissance de la réglementation en matière d'utilisation des sols,
- sens de l'organisation et de la communication particulièrement dans les rapports avec les usagers,
- capacités d'initiative et rigueur.

Pour tous renseignements, s'adresser :

Service Gestion
des Ressources Humaines
☎ 90 51 42 99

Poste à pourvoir immédiatement
Date limite de dépôt des candidatures : 18 février 1994

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à
Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
Service Gestion
des Ressources Humaines
BP 187 - 84106 Orange cedex

Ville de Longjumeau

(Essonne)
20.000 habitants

recrute

Attaché ou Rédacteur

pour la Division des Moyens Techniques

Profil :

- bonne connaissance des marchés publics et du budget,
- sens des responsabilités, de l'organisation et de l'encadrement,
- esprit d'initiative,
- connaissance de l'informatique indispensable.

Conditions :

- rémunération statutaire + régime indemnitaire.

Poste à pourvoir immédiatement

Candidatures à adresser à :
Monsieur le Maire de Longjumeau
BP 482
91164 Longjumeau cedex

NOS TARIFS 94

PASSEZ VOS PETITES ANNONCES DANS "VENDREDI"

le module (1/24e) : 2.000 F HT
1/12e de page : 3.500 F HT
1/8e de page : 5.000 F HT
1/6e de page : 6.000 F HT
1/4 de page : 10.000 F HT
les 5 lignes : 200 F HT (soit 237 F TTC)
100 F la ligne supplémentaire

Adressez votre annonce accompagnée de votre chèque libellé à l'ordre de "Vendredi" à :
"Vendredi" Annonces
10 rue de Solferino, 75007 Paris
☎ (1) 45 56 78 57 / 78 56
Fax : (1) 45 51 47 03

PETITES ANNONCES

VACANCES

Maisons à louer à la semaine (4 à 6 personnes). Sud-Finistère. 1 km de la mer.
Tél. : 98 56 97 99

Hôtel-restaurant de charme, Landevennec, presqu'île de Crozon (Finistère). Ch. avec vue sur la mer, calme. Poss. de randonnées pédestres, équestres, VTT. Ouvert toute l'année. Tél. : 98 27 70 83

AUTOS-MOTOS

Vends R19 "Prima diesel" 1992, 120.000 km, excellent état. Prix 48.000 F, à débattre.
Tél. : (1) 60 08 56 33 (rép.)

Vends moto DR 650 cm3. Susuki 1990. Garantie 3 mois. Argus : 17.000 F. Vendue 16.000 F.
Tél. : (1) 42 09 71 45

Vends moto GS 500 E 1990, 22.000 km. Garantie 3 mois. Prix : 15.000 F.
Tél. : (1) 43 42 29 36

Vends moto Transalp, 600 cm3 Honda, année 1988, 30.000 km, prix 11.000 francs
Tél 43 07 11 20.

IMMOBILIER

Buttes-Chaumont. Studio sur cour. 30 m2. 6ème étage avec asc. Gardienne, code. Cuisine, S. de B. séparées. Prix : 500 000 F.
Tél. : (1) 40 28 34 04 (bureau) (1) 48 03 13 56 (dom.)

Vends studio meublé dans résidence 3 étoiles. Cap d'Agde (34). Solarium, piscines (enfants, adultes), emplacement 1er ordre. Rapport 30.000 F/an (juin à sept.).
Prix : 220.000 F.
Tél. : (1) 42 09 71 45

Cherche à louer chambre de bonne ou studio à prix raisonnable. Tél. : 45 56 79 03

EMPLOI

Paris. Secrétaire polyvalente. Cinquantaine. Expérience TT/standard/compta. Recherche CRE ou remplacement.
Tél. : (1) 43 07 25 59 (soir)

J.F 26 ans, ass. commerciale, polyvalente, sens des resp., 7 ans d'exp., TT (word 5.5, winword, excel). Ch. poste stable ou CDD mini 6 mois. Paris R.P.
Tél. : (1) 43 56 10 14 (rép.)

JH, BTS 1ère année, ch. stage ds serv. compta. Du 24/5 au 31/8/94. Motivé et sérieux. Exp. 6 mois.
Tél. : (1) 42 42 53 38

Ch. dactylo pr travaux frappe dossier mémoire. Compatible IBM. Tél. : (1) 30 25 06 52 (ap. 20h)

DIVERS

Vds guitare (1990) Gibson Les Paul standard noire : 3.900 F. Et matériel divers
Erik : (1) 47 25 09 33 ou 45 86 83 65

Vends fauteuil Voltaire. Très bon état. Prix intéressant.
Tél. : (1) 46 03 52 72 (ap. 22 h)

Vds Gde Encyclopédie Larousse (20 vol. + 1 dico + 1 Atlas + 5 vol. de réactualisation).
Tél. : (1) 34 68 80 52 (ap. 19h)

Ch. 4 chaises rustiques foncées + table salon + 2 fauteuils Voltaire. Tél. : (1) 39 14 79 08 (ap. 20h)

Vends Trotteur Français. Bai, 10 ans. Papiers. Convient à débutant. Prix : 8.000 F.
Tél. : (1) 69 51 08 01 (rep.)

Cherche confiturier + secrétaire dos d'âne (style rustique).
Tél. : (1) 39 14 79 08

Cherche clavier macintosh.
Tél. : (1) 42 62 82 43 (rép.)

Cherche Artisan pour pose moquette.
Tel. : (1) 42 62 82 43 (rép.)

Vends sono prof. comprenant : 1 ampli Peavy CS 800, 1 table mixage Yamaha 1602, 1 effet art numérique, 2 retours de scène Carslbro, 1 micro HF Rexer tête SM 58, 1 rack de transport, câbles et pieds de micro. Matériel quasiment neuf. Valeur : 46.000 F (factures à l'appui), cédée : 30.000 F.
Tél. : (1) 42 09 71 45

Vends revues philosophiques révolutionnaires "Dialectique", 10 numéros. Prix : 500 F.
Tél. : (1) 47 31 61 00

Vends collection, numérotée de 1 à 1000, de 8 vol. reliés cuir "Les grands révolutionnaires. Valeur 1979 : 6.000 F, vendue 1.000 F.
Tél. : (1) 47 31 61 00

Vends œuvres de Karl Marx, 10 vol., dont "Le Capital" + petits livres de L. Althusser ("Lire Le Capital"), E. Balibar et J. Rancière. Prix : 1.000 F.
Tél. : (1) 47 31 61 00

Vends coiffeuse années 30 avec motifs art-déco, fauteuil tournant de bureau 1900 en chêne : prix 1.500 francs les deux. Tél. : 46 06 40 32.

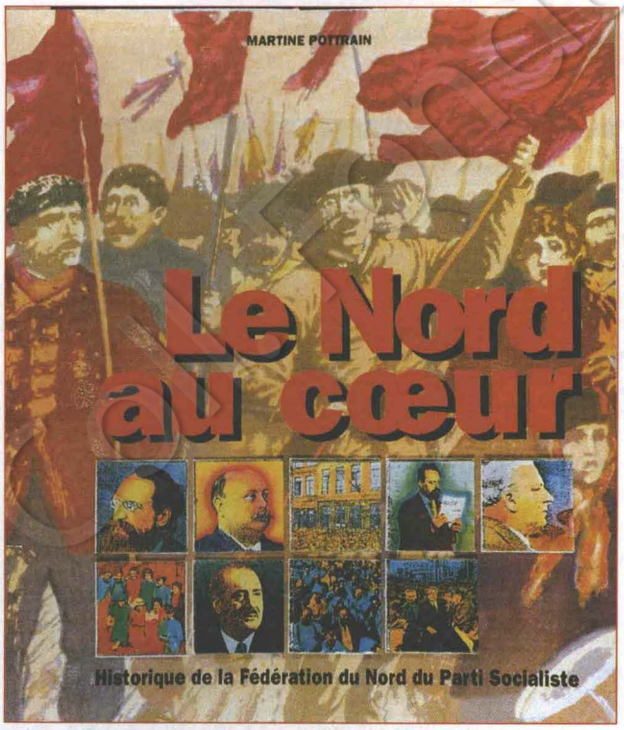
Vends textes originaux du Congrès d'Epinay ainsi que quotidiens et "l'Unité" du 11 mai 1981 (30 F pièce) + l'argumentaire des élections présidentielles de 1981 (200 F), 450 pages.
Tél. : (1) 47 31 61 00

420.000 lecteurs consultent mon annonce

☎ 45 56 78 56

Fondation Jean Jaurès

Enfin une histoire de la Fédération du Nord du PS



1880-1993

La belle et grande histoire de ce Nord, berceau puis bastion du socialisme français

✂ ----------

Bon de commande

Je commande . . . . . exemplaire(s) du « Nord au cœur » à **120 F** (franco de port) soit . . . . . F

Nom : . . . . . .

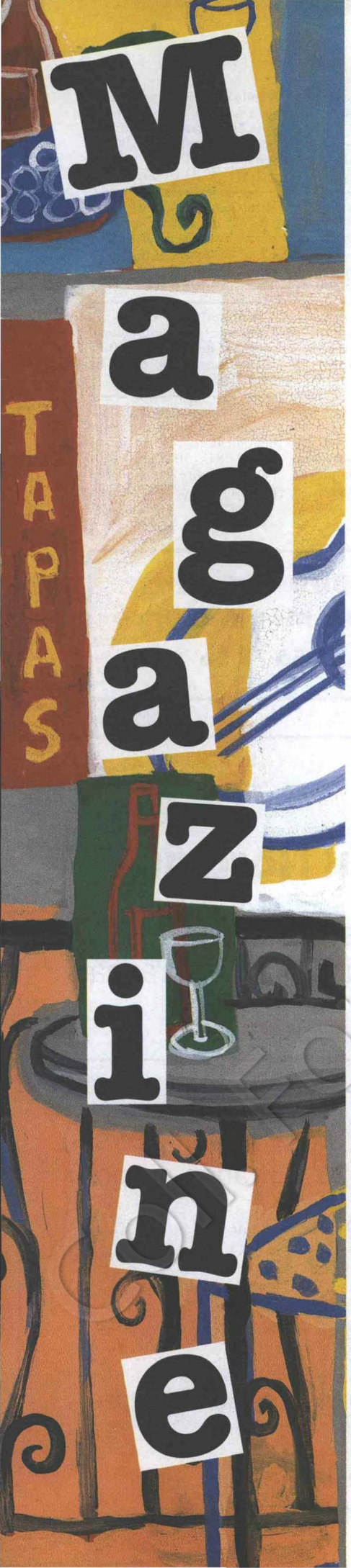
Prénom : . . . . . .

Adresse : . . . . . .

. . . . . .

Retourner le règlement par chèque à l'ordre de **Nord Demain.**

Nord Demain : 12, rue Lyderic
59800 Lille



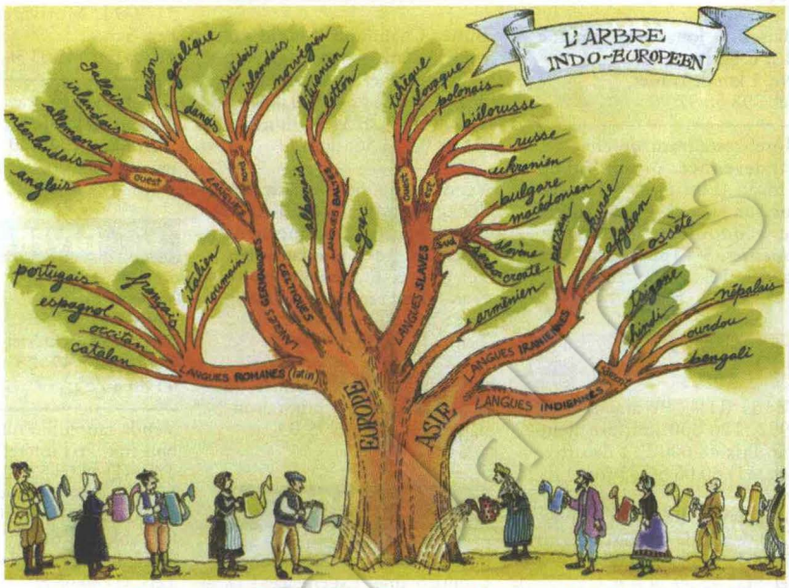
Quand les langues s'exposent...

Qu'est-ce qu'un lusophone ? Rien à voir avec quelque dinosaure ! Ils sont, de nos jours, 170 millions dans le monde et seront 240 millions en l'an 2000 ! Pas la moindre idée ? Alors il faut courir à Expolangue. Là, vous saurez tout sur le portugais parlé, entre autres. Cette année, en effet, le Portugal est à l'honneur dans cette 12e édition, tandis que Lisbonne devient capitale culturelle de l'Europe. Expolangues c'est tout à la fois une invitation au voyage par langues interposées, un salon de la traduction et des équipements linguistiques, un vaste espace consacré à l'édition, une vitrine culturelle pour de nombreux pays, un rendez-vous pour les enseignants autour des méthodes d'apprentissage des langues étrangères, et donc, peut-être, une manière de tordre le cou au cliché qui prétend que le Français est aussi nul en langues qu'en géographie.

Françoise Roby

Grande Halle de la Villette, Paris. Du 5 au 9 février.

(1) Marina Yaguello, Petit point des connaissances, Le Seuil.



Dessin de Nestor Salas tiré de "La planète des langues"(1).

Pessoa, l'homme prismatique

Pendant des siècles, le monde n'a retenu de la culture portugaise qu'un poème épique à la gloire de Vasco de Gama. Pourtant, que de talents dans ce pays de migrateurs, cosmopolite en diable, où les libraires vendent autant Voltaire et Byron, Lorca, Rimbaud, Shakespeare ou Dante -et en V.O. qui plus est !- que Camões. N'en demandons pas tant aux Français.

L'un des plus grands écrivains du Portugal a bénéficié d'une traduction remarquable. Fernando Pessoa, poète et essayiste du début du siècle est l'archétype de cette culture à facettes multiples. Cinq hétéronymes, cinq écritures : romantisme, érotisme, classicisme, mysticisme... schizophrénie ? Une œuvre monumentale et pourtant cohérente (y compris les poèmes de langue anglaise) qu'il importe de découvrir au plus vite, si ce n'est pas encore fait.

Vanda Gervasio

"Œuvres de Fernando Pessoa", *9 volumes (dont une anthologie à paraître en mars), Christian Bourgeois, env. 400 p./vol., entre 120 et 160 F.*

Poches



● La Chine s'éveille à nous. Il est temps de la découvrir dans son intimité. Et qui mieux qu'un érudit amoureux pourrait la décrire et la faire aimer ?

"Une vie pour la Chine", JACQUES GUILLERMAZ, *Hachette/Pluriel, 448 p.*

● Non loin de là, la Russie cherche son second souffle. Le premier, c'était, entre autres, Dostoïevski. La part du rêve et de la révolte.

"Le rêve d'un homme ridicule", DOSTOIEVSKI, *Actes Sud/Babel, 64 p.*

● Plus que révolte, c'est le terme de révolution latente qui convient à cette satire, sous forme de conte-fable, du microcosme provincial russe fin de siècle. Caustique et drôle.

"Histoire d'une ville", M.E. SALTYKOV-CHTCHÉDRINE, *Gallimard/Folio, 300 p.*

● La satire peut épingler bien des travers, même chez ceux que l'on en croirait le plus à l'abri. Intellectuels, scientifiques, éminents experts, c'est votre fête !

"Les call-girls", ARTHUR KOESTLER, *10/18, 288 p.*

● C'est la fête de la famille, aussi, ou de ce qu'il en reste. Tendresse et dérision pour ce constat des temps modernes.

"Dessine-moi une famille", CHRISTIANE COLLANGE, *Le livre de poche, 220 p.*

● A famille éclatée, vieillesse solitaire. Le désir de vivre sa vie jusqu'au bout. Mélancolique.

"La nuit des hulottes", GILBERT BORDES, *Pocket, 342 p.*

● Et, au delà de la vie, l'éternité des symboles. Le signe ou l'image ? Les deux, quand un grand écrivain force l'âme de grands peintres.

"Le Tabor et le Sinaï", MICHEL TOURNIER, *Gallimard/Folio, 210 p.*

V.G.

COUP AU CŒUR

C'est un ami que vent emporte...



Yves Navarre est mort, et l'on est triste. Triste comme à la mort d'un proche. Ecrivain militant, homosexuel engagé, socialiste "pratiquant", il était de la famille. Peut-être, d'ailleurs, cette proximité de l'homme nous avait-elle fait perdre un peu de vue la qualité d'un auteur couronné par l'Académie française pour l'ensemble de son œuvre en 1992. Ce beau garçon, séduisant et charmeur, était en réalité un lutteur des lettres. Dix-sept manuscrits lui avaient été refusés avant que "Lady Black" ne soit enfin publié en 1971. En quelque vingt années ce sont vingt romans, dont "Le Jardin d'acclimatation" (Goncourt 1980) et douze pièces de théâtre. Ces combats pour l'écriture et pour les libertés, ces combats pour être, il les menait sans tapage ; tout comme il mena, avec ses armes, bataille contre le "virus produit par tant de siècles d'intolérance et une seule décennie de prétendue libération". La mort ne l'a pas rattrapé, il l'a précédée. Yves et son chat ont déménagé.

F.R.

Cinéma

"Neuf mois" vus par les pères



Catherine Jacob et Philippine Leroy-Beaulieu.

Un film comique de qualité ! Ne boudons pas notre plaisir. Neuf mois de grossesse vus à travers les yeux des pères. Et quels pères ! Patrick Braoudé, réalisateur et principal interprète, un comique étourdissant, et son copain, Patrick Bouchitey, opposé, lui, à la paternité. Très drôles également, Philippine Leroy-Beaulieu, première grossesse, et Catherine Jacob, récidiviste épanouie. Tout y passe, à un rythme endiablé. L'angoisse de la première fois, les nausées, les envies, la sexualité à problèmes. Une accumulation de gags ininterrompus, avec, en apothéose, les deux accouchements les plus fébriles jamais réalisés en présence des pères.

Claude Polak

Télé

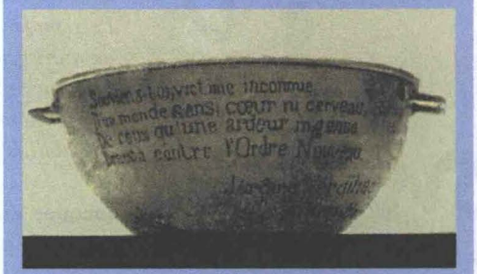
Mais qu'est-ce qu'elles veulent ?

Naguère, les femmes se sont battues pour avoir le droit de ne pas avoir d'enfant. Aujourd'hui, certaines revendiquent le droit d'en avoir jusqu'à 60 ans et plus. Mais qu'est-ce qu'elles veulent ? Ce qui est sûr c'est que le corps médical entend bien ne pas les laisser agir à leur guise, ces folles ! On l'a bien vu, le 24 janvier, sur France 2, à l'émission de François de Closets consacrée aux "maternités qui font scandale". Un plateau de médecins prestigieux s'est élevé contre -à l'exception du docteur Velter- au nom du bien de l'enfant à naître qui se retrouverait prématurément orphelin. A quoi Elisabeth Badinter répond avec bon sens que les enfants des vieux pères -Montand, Chaplin, Picasso- sont dans la même situation. Ah oui, mais c'est pas pareil ! Les hommes, eux, ne sont jamais à court de spermatozoïdes, même si l'âge les leur esquinte un peu, ce qui risque d'entraîner des malformations. A partir de la cinquantaine (en gros) les femmes n'ont plus d'ovules. Il faut leur en donner, ou leur en vendre. C'est pas naturel ça, donc c'est pas bien. Et nous voici revenues au point de départ : la nature. Mais l'insémination artificielle et la fécondation in vitro, qui les a inventées ? La Nature ou les médecins ?

Evelyne Le Garrec

Livres

Les murs de Fresnes

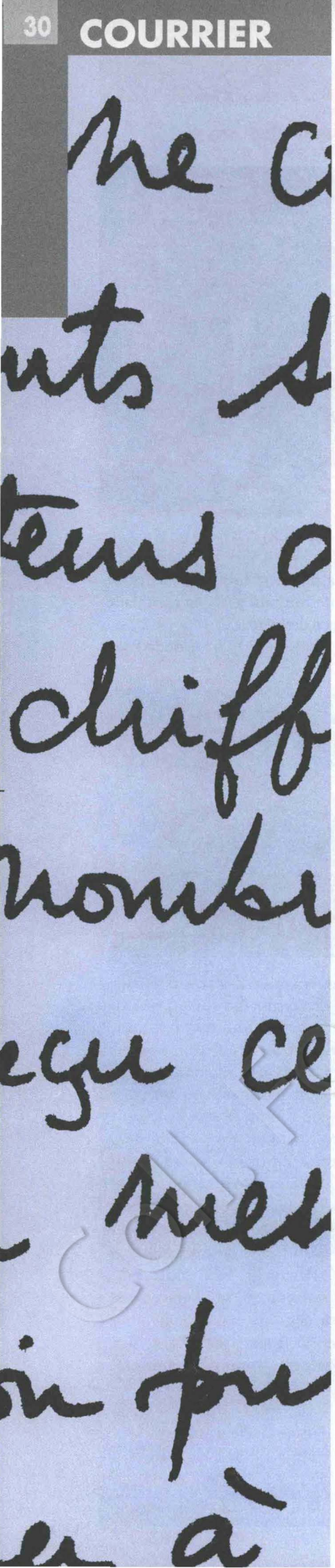


Sur les murs tavelés d'humidité, des hommes et des femmes vont graver, en 1944, des mots d'amour, d'adieu, d'espoir et d'angoisse. Ces ultimes messages parlent de trahison et de patriotisme, ils sont épitaphes, saluent un petit frangin ou une femme aimée ; ils sont signés Pierre Meunier, Sacha Rabinsky, soliste, Yvon Delbos, ministre, John Gregory du Québec, Monique, Betty Djama, danseuse acrobate, Bertie Albrecht, Juliette, la communiste, ou p'tit Jean de Pigalle. Et aussi les mots et dessins de Louis Jaconelli, FTP mort à 18 ans, dont le souvenir est resté grâce à ces signes jetés sur les murs comme une bouteille à la mer. De tous, il ne subsiste que ces mots, éternels comme la mémoire rupestre.

F.R.

Les murs de Fresnes / Henri Calet, Ed. Viviane Hamy, 1993. 125 p. 169 F.

Archives Lesbiennes



Bosnie : leur responsabilité...

Peut-on dire que le sommet de l'OTAN s'est déroulé convenablement alors que des hommes, des femmes, des enfants sont tués chaque jour ? Qu'il s'est déroulé convenablement, alors que des villes sont bombardées, leur population martyrisée ? Combien de tués faudra-t-il pour provoquer le réveil des consciences occidentales ?

Par ailleurs, il est permis de douter de la fermeté affichée par l'OTAN dans la mesure où le principe des frappes aériennes est évoqué depuis des mois.

La reconnaissance par les Etats-Unis d'une identité européenne est certes satisfaisante, mais ne traduit-elle pas la volonté américaine de se désengager de l'Europe et de laisser les Européens régler leurs problèmes ?

Il n'y a pas de politique digne sans une forte référence éthique, sans la recherche de la justice, le respect du droit, la solidarité à l'égard des victimes de la folie des hommes, le refus de la barbarie.

Le remplacement d'un général par un autre général ne changera rien au fond du problème. La communauté internationale doit prendre des responsabilités en Bosnie. ■

Jacques Vuillemin
(25) Besançon

... et la nôtre

Ce pays dont les frontières ont été internationalement reconnues n'en finit pas d'agoniser. L'Europe, l'ONU, l'OTAN sont à son chevet pour constater le trépas. Les télévisions remportent la palme de l'audimat en montrant quotidiennement des jeunes gens, des jeunes filles déchiquetés, amputés par les obus de l'envahisseur. Trop c'est trop. Les socialistes doivent crier leur honte devant l'épuration ethnique qui se pratique à nos portes.

Premier parlementaire français, avec Jean-François Houry, à être coincé par les milices serbes dans l'hôtel Holliday Inn à Sarajevo, j'ai souhaité une riposte immédiate pour éviter l'invasion de la Bosnie-Herzégovine par des hordes de milices internationales à la solde de Belgrade.

Quelle idée ! J'étais un va-t'en guerre. Aujourd'hui, coincés de toutes parts, nos pauvres casques bleus passent pour des pantins désarticulés à qui je rends hommage pour leur esprit de discipline et leur courage.

Laissons l'histoire de côté, essayons de construire l'avenir, la France doit répondre aux appels de détresse de la Bosnie-Herzégovine si elle veut être considérée comme un grand pays.

Exigeons immédiatement le respect des résolutions des Nations-Unies, ou la démission du secrétaire général, la transformation des forces de paix en force d'intervention pour repousser l'envahisseur au delà des frontières internationalement reconnues. Où sont passées les brigades internationales venues défendre les valeurs de la République en Espagne ? ■

Jean Albouy
(91) Corbeil

Temps de travail et faux espoirs

Rendant compte des Assises de "AC!", vous citez le point de vue de ceux qui veulent que la réduction du temps de travail se fasse "sans aggravation de la situation des salariés ni réduction de leur pouvoir d'achat."

Certes, il ne faut pas réduire leur pouvoir d'achat au point de faire baisser la consommation (que la remise au travail de chômeurs tendra au contraire à relancer).

Mais il ne faut pas non plus que le prix de revient des entreprises françaises soit grevé au point qu'elles perdent des parts de marché au profit d'autres entreprises européennes (le passage de 40 à 39 heures a bien mis ce danger en évidence).

Il est donc nécessaire que la réduction du temps de travail s'accompagne d'une baisse des salaires élevés.

Ecrire ou dire le contraire, c'est donner des espoirs irréalisables à des gens mal informés des automatismes économiques, c'est flatter leurs intérêts immédiats au détriment de ceux des chômeurs, et des propres intérêts, à terme, de ceux d'entre eux (ceux du privé) qui sont exposés au chômage. C'est reporter (à quand ?) la résorption urgente du chômage. ■

Roger Rameau
(58) Nevers

Chacun son rôle

Je suis membre du bureau de l'Union confédérale des retraités, préretraités et veuves de la CFDT et nous affirmons qu'en matière d'emplois, de retraite et de représentativité des salariés et anciens salariés, ce sont les partenaires sociaux définis au Code du travail qui sont compétents.

Les chômeurs sont d'anciens salariés dont le patronat, dans un intérêt souvent capitaliste, a cru bon d'interrompre le contrat de travail. Le dommage c'est qu'ils se soient coupés du syndicalisme et repliés sur eux-mêmes. Ce ne sont pas les associations et les coordinations qui sont en mesure de les défendre, bien souvent dépourvues de structures mais aussi de reponsables formés.

Nous le vivons à l'UCR, où la majeure partie de ces associations qui veulent obtenir la représentativité des retraités nous font du pied pour, le cas échéant, bénéficier de nos structures démocratiques implantées à tous les niveaux où le pouvoir s'exerce : communes départements, régions et niveau national.

Alors, au Parti socialiste, arrêtons de vouloir nous substituer aux syndicats. Proposons un projet de société simple à la portée de tout le monde et faisons-le aboutir en concertation avec les partenaires sociaux pour l'emploi et la protection sociale. ■

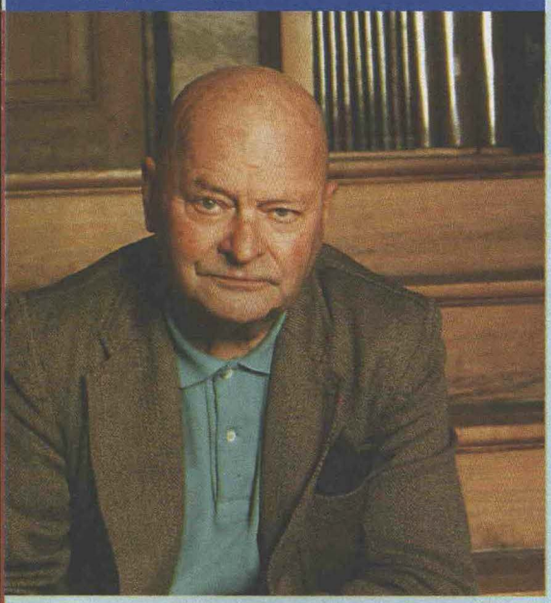
Maurice Lapouge
(78) Fontenay-le-Fleury

Médias de proximité

Souvent les socialistes se plaignent des médias, en particulier de la télévision. Or aucun article n'a jamais traité des télévisions de proximité, ou des télévisions de quartier, ni des expériences en ce domaine. La France a des années de retard dans l'utilisation du câble, en particulier pour l'expression des citoyens, comme outil de démocratie. J'aimerais que "Vendredi", outil de communication entre les socialistes, puisse servir à échanger des expériences de ce type. ■

Dominique FLeurat
(36) Châteauroux

Fondation Jean Jaurès



Daniel Boulanger

Figure de la littérature française contemporaine, académicien Goncourt, Daniel Boulanger est l'auteur d'une soixantaine de volumes, romans, nouvelles, poèmes et d'une centaine de scénarios de films. Son dernier roman, le "Retable Wasserfall", vient de paraître. Une tranche de vie pleine d'humour.

Vous venez de publier "Le retable Wasserfall" (1). Qu'est-ce qui vous a donné envie d'écrire un roman sur un retable du XVe siècle ?

Nous nous réunissons avec des amis, entre hommes, une fois tous les deux mois. Nous déjeunons chez l'un, chez l'autre, sans femmes et chacun faisant la cuisine pour les autres. Moi qui habite Senlis, je leur sers un plat picard et nous bavardons. Et je me suis dit : "Ce serait amusant de faire une assemblée, comme celle-là, mais qui soit européenne, puisque c'est à l'ordre du jour, et d'avoir un point de vue sur un objet. Ils ont choisi ce retable, qui n'a jamais existé, évidemment. Je voulais ainsi raconter l'histoire d'une œuvre d'art, montrer que l'art l'emporte sur tout. C'est la plus belle trace de l'homme, c'est ce qu'il fait de mieux. J'aurais pu choisir un quatuor, mais il aurait fallu qu'ils fussent tous musiciens. Les personnages, Moshe Carmel, Benito Pederazzi, Sir Faraday, Stephanos Acropolis, Vitelle Célestins, sont tous des gens que j'ai connus. Le modèle de Moshe était très pratiquant, et ma femme lui proposait souvent du jambon pour le taquiner. L'essentiel vient d'événements vécus.

Vous publiez, en même temps que ce livre, un recueil de "Retouches" (2). Pourquoi ce titre général ?

Quand j'étais au Tchad, en 1948, éloigné de ma femme, je me suis vite aperçu que, dans les lettres d'amour, on se répète : "Tu n'es pas là, j'ai envie de toi, etc." C'est extrêmement limité. J'ai donc décidé de regarder d'un œil différent, pour elle, de "retoucher" tout ce qui était autour de moi. Et j'ai appelé ces notes et aphorismes que je lui envoyais, des "Retouches". Et, un jour, je lui ai demandé la permission d'en utiliser quelques-unes. Paulhan les a éditées. Depuis, j'ai publié 13 ou 14 recueils. Mais j'en jette beaucoup. Ce ne sont pas vraiment des poèmes, parce que, pour moi, le poème a une forme fixe, une métrique rigoureuse. Plutôt des raccourcis qui mêlent contemplation, morale, maxime. C'est quelque chose de dense, qu'on laisse fondre en soi. J'ai l'amour des mots, du langage, du texte retravaillé. C'est succulent, la langue. Il faut que ça me fasse plaisir. Sinon c'est raté.

Vous avez écrit tout un cycle de nouvelles. Est-ce différent de l'écriture du roman ?

C'est une longueur que j'aime bien. Dans le roman vous avez tous ces méandres, la nouvelle va plus rapidement. Je pars d'une silhouette, d'un mot entendu, et, à partir de là, de cet objet qu'une main déplace sur une table, j'essaie de reconstituer la vie de la main. A qui appartient cette main ? J'avais acheté des petits verres de bistrot, j'ai imaginé l'histoire d'une femme qui boit. Pourquoi boit-elle ? Parce qu'elle a un grand chagrin. Et Edwige Feuillère a lu en public cette nouvelle. Il y eut une période où la plupart des grandes "diseuses", Denise Gence, Madeleine Renaud... ont lu une de mes nouvelles. La longueur s'y prête bien.

Quel a été votre parcours ?

Après la guerre, j'ai été proche des communistes. On sortait de l'époque nazie et ils offraient alors aux jeunes un espoir extraordinaire, auquel il était difficile de ne pas adhérer. Il n'était question que de fraternité et d'avenir radieux. L'idée que tout le monde a le droit à quelque chose, c'est bien. Je n'ai pas le sentiment d'avoir fait carrière, la barque s'est menée toute seule. Je n'ai jamais donné un coup de godille pour avancer plus vite. J'ai fait ce que j'avais envie de faire. Je n'écris pas des best-sellers, mais j'ai des fidèles, une mouvance. La vérité, c'est que j'ai l'impression de vivre un supplément extraordinaire de vie depuis quarante ans, car j'ai cru que j'allais mourir lorsque j'ai été arrêté par les Allemands. Quant à mon crâne rasé (grâce auquel on me reconnaît dans "A bout de souffle", où je joue le rôle du policier), lorsque j'étais au Tchad, un coiffeur a eu un geste maladroit. Alors, je lui ai dit de continuer, et je ne suis plus jamais revenu en arrière.

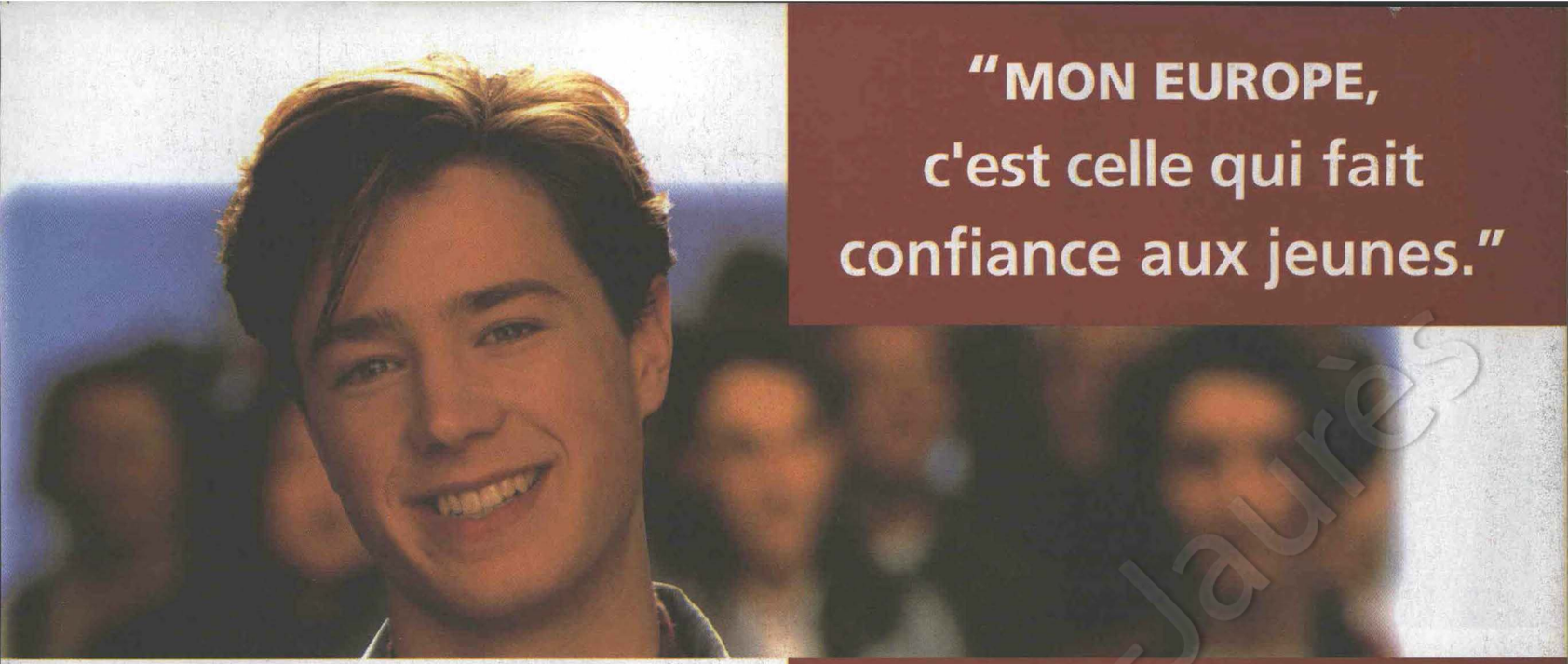
> J'ai l'amour des mots,
> du langage,
> du texte retravaillé.
> C'est succulent, la langue.

Votre livre laisse paraître un certain pessimisme sur la nature humaine.

Je ne trouve pas qu'il y ait de quoi se réjouir, mais cela ne m'empêche pas de vivre et d'essayer qu'autour de moi on ne soit pas trop malheureux. La toute puissance de l'argent me désole. Quand on songe que, sur les avis mortuaires des Américains, ont lit : "M. X valait X millions de dollars", chez moi, ça ne passe pas. Et puis la publicité envahissante m'écœure. Si quelqu'un va à Sarajevo, c'est pour qu'on parle de lui ensuite. L'argent a flanqué en l'air le monde politique et sportif. J'essaie de me sortir de cet immense dégoût en jouant du piano, mais je ne joue plus que pour moi. J'appelle cela ranger mes poupées, le soir. Et en écrivant des livres. A chaque fois que je vois quelque chose de beau, je saute dessus. Pour moi, le Paradis, c'est un livre.

Propos recueillis par Claude Polak.

(1) Gallimard, 192 p., 90 F. 1994.
(2) "Etiquettes". Gallimard, 136 p., 85 F. 1994.



"MON EUROPE,
c'est celle qui fait
confiance aux jeunes."



"MON EUROPE,
c'est celle qui refuse
la fatalité du chômage."



"MON EUROPE, c'est celle
qui lutte intelligemment
contre la délinquance."

SOCIALISTES *européens*

NOTRE EUROPE, *c'est celle des gens.*

Coll. Fondation Jean-Jaurès